**NUMÉRO SPÉCIAL DU 1er MAI**

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE PSU DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

PRIX : 60 centimes

30 AVRIL 1964 - N° 193

*" Le socialisme est à l'état de combat... "* **JAURÈS**

## Courrier des Lecteurs

### Le socialisme algérien

*Camarade,*

*Si mon accord est total avec les conclusions de votre article paru dans « Tribune Socialiste », N° 188, je trouve certaines de vos affirmations fantaisistes. Je cite : « Si de Gaulle a accepté d'aider Ben Bella, c'est parce qu'il connaît bien les sentiments de celui-ci à son égard, Ben Bella est gaulliste. La grande majorité des Algériens est gaulliste. Dans le sens de la confiance en l'homme et en une politique qu'ils jugent favorable à leur évolution. »*

*Cette affirmation est aussi regrettable que préjudiciable aux rapports entre les socialistes algériens et français. Elle apporte de l'eau au moulin de ceux qui, des deux rives de la Méditerranée, cherchent, par une propagande abjecte, à diviser la famille socialiste.*

*Je viens d'effectuer un séjour en Algérie. J'ai relu votre article à la lumière d'informations recueillies sur place, je vous avoue n'avoir trouvé aucune trace de gaullisme chez mes compatriotes.*

*Je ne crains pas de tomber dans l'exagération en vous disant que les Algériens sont des gens de bon sens. Ils essaient d'entretenir les meilleurs rapports pour en tirer le meilleur parti. Ils jouent sur les contradictions du monde capitaliste et même du monde communiste, leur principal souci c'est de construire une Algérie socialiste et le plus vite.*

*Deux événements confirment cette thèse : le premier s'est produit au mois de mars (la conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques), en termes polis les Algériens n'ont pas manqué de faire comprendre aux Russes et Chinois d'aller vider leur querelle ailleurs. Le second, c'est l'accord signé entre le gouvernement algérien et la Société anglaise G. Brown, avec la garantie de financement du gouvernement de Sa Majesté la Reine d'Angleterre pour la construction du troisième pipe-line.*

*Ce dernier événement confirme, s'il en était besoin, l'immunité des Algériens et de leur gouvernement contre les germes de gaullisation.*

*Pour le militant français, le gaullisme me semble être un système économique, social et politique dont le principe fondamental est l'empirisme, la motivation profonde : le coq gaullois dressé sur la planète terrestre grâce à la force de frappe atomique. Il s'est forgé sur le culte du chef (type idéal auquel chaque homme doit se conformer sans atteindre sa perfection). De là, la notion de Pouvoir personnel et l'inconditionnalité qu'il exige de ses partisans pour ne pas dire de ses sujets.*

*De Gaulle n'oublie pas qu'il a des marchandises à écouler. Le capitalisme français ne dispose plus de sa chasse gardée : les colonies africaines. Cette générosité contre laquelle se dresse les Cartiéristes n'est pas gratuite.*

*Pour nous, et sans risque de trahir la pensée de la majorité de mes compatriotes, de Gaulle représente cette frange de capitalistes intelligents qui ont compris que l'aide aux pays sous-développés est payante à double titre : d'abord conquérir des marchés dont les besoins sont immenses en biens d'équipement. Ensuite éviter que ces pays ne basculent dans le camp socialiste, ou forment un bloc révolutionnaire capable de faire craquer l'édifice capitaliste.*

*Les structures socialistes de l'Algérie sont incompatibles avec le système gaulliste, mais il existe un phénomène particulier à tous les pays sous-développés, c'est le contact direct entre le chef de l'Etat et les masses populaires, et dont l'origine est le manque de cadres moyens. Ce phénomène se trouve aggravé en Algérie par sept ans et demi de guerre. Cette période insurrectionnelle a vidé le pays de la plupart de ses cadres et les meilleurs.*

*De Gaulle ne favorise pas l'évolution de l'Algérie. Il ne peut pas faire autrement. Il parait qu'au moment des négociations d'Evian, de Gaulle s'adressant aux négociateurs français leur déclarait : « L'Algérie, c'est un torrent ; s'il n'est pas endigué il peut emporter les dernières positions françaises en Afrique. »*

*Je crois qu'il est du devoir des socialistes français (je ne dis pas la gauche, une ambiguïté qui conserve le nom d'une entité disparue), d'apporter leur aide à cette jeune république socialiste sans pour autant s'empêcher de critiquer quand la critique s'avère nécessaire. De là à les traiter de gaullistes il y a un monde.*

*Salutations socialistes.*

F. BEN CHEICK.

*N.D.L.R.* — (Il n'y a aucune contradiction entre les remarques fort pertinentes faites par notre correspondant et l'analyse de notre camarade Puisais. Celui-ci a voulu expliquer comment pour se construire selon son caractère propre le socialisme algérien se devait actuellement de définir avec le gouvernement français des rapports d'Etat à Etat. De Gaulle leur apparaissant comme l'interlocuteur officiel le plus favorable dans la phase actuelle des rapports entre pays capitalistes et pays en voie de développement. C'est cette manière de « voir » de Gaulle qui est commune à Ben Bella et à la majorité du peuple algérien. C'est de ce « gaullisme »-là, et Puisais l'a bien précisé, qu'il s'agit. Et non pas d'une acceptation des thèses politiques défendues par le général de Gaulle. Notre correspondant voudra bien reconnaître que sur ce plan politique, les articles parus dans « T. S. » marquent tous l'approbation et l'intérêt porté à la construction du socialisme algérien.

## La vie du Parti

# PLUS DE 100.000 PERSONNES A LA MANIFESTATION CONTRE LA FORCE DE FRAPPE

(Photo A.F.P.)

Sous le soleil éclatant de ce dimanche « pas comme les autres », c'est une véritable mer humaine, plus de 100.000 personnes, qui s'étendait sur l'immense pelouse du Parc de Sceaux, au pied de la monumentale tribune où avaient pris place les représentants des partis et organisations adhérant au Comité national contre la force de frappe et pour le désarmement général. Une demi-heure avant la fin des discours, des cortèges arrivaient, au son de fanfares et de chants de la jeunesse.

C'est dire l'immense succès du rassemblement national du 26 avril.

Edouard Depreux : « *Je voudrais souligner que, même si la force de frappe était gratuite, elle devrait être condamnée avec vigueur. Elle ne peut dissuader aucun agresseur éventuel : toute le monde sait que si, par malheur, elle était employée, elle déclencherait sur l'heure des représailles qui aboutiraient à la destruction totale de notre pays. On n'insistera jamais trop, d'autre part, sur les dangers accrus pour la paix, donc pour la survie de l'humanité, que constitue la dissémination de l'arme atomique, en ces jours où le pouvoir personnel et les dictatures sévissent — hélas ! — dans tant de pays. La vie humaine est fragile ; les dirigeants, dont une erreur dans la gigantesque partie de poker international qu'ils jouent avec l'équilibre de la terreur entraînerait des conséquences catastrophiques, peuvent jouir, d'une minute à l'autre, d'une santé moins florissante, d'un équilibre intellectuel et nerveux moins assuré. Moins il y a d'hommes qui, en pressant ou en faisant presser sur un bouton, ont la possibilité de déclencher un cataclysme universel, mieux cela vaut. L'idéal, c'est qu'il n'y en ait plus aucun.*

*Aussi avons-nous salué les accords de Moscou, non comme un aboutissement, mais comme un point de départ. Le peuple français, à défaut de son gouvernement et de son régime, leur donne sans hésiter sa signature dans cet esprit. Nous sommes ici pour le faire savoir à tous les peuples du monde et pour prononcer un serment solennel : le jour où, grâce à notre cohésion et à notre volonté de renouveau, nous serons débarrassés du pouvoir personnel, nous approuverons un gouvernement français qui, loin de quémander un strapontin dans le club atomique, demandera la fermeture de ce club, après avoir donné l'exemple de l'utilisation exclusivement pacifique de l'énergie atomique, qui allégera la grande peine de tous les hommes et de toutes les femmes.*

*Sans le gouvernement, sans le régime et, logiquement, contre le gouvernement et contre le régime, nous lançons un OUI, dont nous souhaitons qu'il soit entendu par-delà les frontières, au désarmement général et internationalement contrôlé.*

Claude Bourdet : « *La vérité, c'est que ce pouvoir gaulliste n'est pas seulement autoritaire. Contrairement à ses prétentions, c'est aussi un pouvoir faible, parce que c'est un pouvoir craintif, un pouvoir qui craint toute discussion, tout débat. Ses amis sont incapables d'organiser des manifestations pour la force de frappe. Ses orateurs sont incapables d'expliquer les bienfaits des radiations atomiques, la sécurité apportée par les « Mirage » de M. Bloch-Dassault. Alors, incapable de discuter, incapable de prouver, incapable de convaincre, l'Etat gaulliste embarque le pays à la sauvette sans consultation réelle, nous met devant le fait accompli, alors qu'il s'agit de notre avenir, de celui de nos enfants et de nos descendants. Et comme le pays résiste, comme l'imbécillité de la force de frappe commence à apparaître à tous, de Gaulle et son régime pensent qu'en cachant la vérité, en étouffant l'expression des sentiments les plus légitimes, on calmera l'inquiétude de tous, l'indignation croissante de beaucoup.*

*« Ce n'est pas seulement une politique oppressive et scandaleuse, c'est aussi une politique sotte, la politique de l'autruche. »*

André Hauriou, *pour la Ligue des Droits de l'Homme est très applaudi quand il fustige le refus du gouvernement qui s'est opposé à ce que cette manifestation se déroule à Paris. « On peut interdire, dit-il, les rues et les places. On ne saurait fermer à notre peuple ni le chemin du cœur, ni celui de la raison. Ce rassemblement en témoigne. Il n'y a pas de cause plus noble, plus humaine que d'arrêter le processus où le gouvernement entraîne la France en poussant à la dissémination des armes atomiques et en augmentant les risques d'une guerre nucléaires. »*

Bernard Schreiner (*président de l'U.N.E.F.*) est ovationné en déclarant d'entrée : « *Des amphis, pas de canons* », ce slogan qui éclate parfois *dans les rues de Paris et des villes de province n'est pas un vain mot. La présence aujourd'hui de nombreux jeunes ici le prouve : nous ne voulons pas de la force de frappe, d'une politique qui va à l'encontre des intérêts de la nation. Nous renforcerons à l'Université notre combat pour la paix et la démocratie. »*

Pierre Desvallois (*F.E.N.-S.N.I.*) *réclame que « l'énergie nucléaire soit maîtrisée à des fins seulement pacifiques ». Il affirme : « Il n'est pas possible de verser tout à la fois des milliards dans le gouffre sans fond de la force de frappe et de donner à l'Education nationale les moyens qui lui sont nécessaires... A la force de frappe qui tue, le simple Français choisit pour toujours la jeunesse et la vie. »*

A la tribune, aux côtés des représentants des autres organisations, on remarquait une forte délégation de notre parti où se trouvaient : Edouard Depreux, Marc Heurgon, Jean Verlhac, Emmanuel Terray, Georges Gontcharoff, Lucien Weitz, Berthe Fouchère, Jacques Roynette, Pierre Naville, Guy Besson, Pierre Marchi, Pierre Mattéi, Claude Lavezzi, Arthuys.

Les camarades Jean Poperen et Tanguy-Prigent s'étaient fait excuser.

# BONS DE SOUTIEN : ENCORE 30 JOURS

Si de nombreuses fédérations nous ont commandé des carnets supplémentaires de bons de soutien, certaines n'ont pas encore envoyé de compte rendu comme nous l'avions demandé, elles voudront bien le faire rapidement.

Il reste encore un mois avant le tirage, c'est à la fois long et très vite passé, ceux qui ont déjà pris de l'avance doivent essayer de la conserver, les autres doivent prendre le pas de course pour essayer de les rattraper.

Extraits de lettres de notre courrier de vente des bons de soutien :

*Ardennes. — Devant le succès de la vente des bons de soutien sur le plan de l'Union des sections de Mézières, Charleville, Mohon, je vous serais obligé de bien vouloir me faire parvenir dix nouveaux carnets.*

*Loire. — L'actuel champion pour la vente des bons de soutien est notre camarade J. Martinez, de la section du Soleil, qui a vendu treize carnets.*

### La Fédération de la Loire se porte bien

Les élections cantonales y ont démontré la vitalité accrue du P.S.U.

On ne saurait trop signaler le magnifique succès de Varinier dans le canton de Boen, où il a obtenu 1.475 voix, soit 33,8 % des suffrages exprimés. La gauche passe de 952 voix (chiffre obtenu par le P.C., seul candidat de gauche, en 1958), à 1.904 (1.475 P.S.U. plus 429 au parti communiste) et, en pourcentage, de 20 % (communistes) à 43,6 % (33,8 % PSU plus 9,8 % au parti communiste).

Marcel Mounard, avec 8,01 % à Saint-Etienne nord-ouest,

Marcel Pierre, avec 8,2 % à Saint-Etienne Sud-Est,

Stéphane Monnier, avec 7 % à Rive de Gier,

ont obtenu des résultats très honorables. A Rive-de-Gier, notre pourcentage est en légère régression, le docteur Payre ayant obtenu, lors des avant-dernières élections, beaucoup de voix personnelles. Le P.S.U. se confirme comme une force réelle dans le Gier. Dans le sud-est de Saint-Etienne, Pierre dépasse le total des voix P.S.A. et U.G.S. de 1958. Dans le Nord-Ouest par rapport aux élections législatives, nous passons de 3,8 % à 8,1 %. Dans deux bureaux de vote (Terrasse et Girodet), le P.S.U. dépasse les 10 %.

L'action de nos camarades dans de nombreux groupements de travailleurs continue de porter ses fruits. On s'en apercevra lors des élections municipales.

### Edouard Depreux à Lyon

Le bureau fédéral de la Fédération du Rhône du P.S.U. a le plaisir d'annoncer que le camarade Edouard Depreux, secrétaire national du P.S.U., sera de passage à Lyon, les 2 et 3 mai. Tous les adhérents sont invités à le rencontrer au cours de la réunion amicale qui se tiendra le 3 mai à 9 h 30, à la Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.

### LE BILLET DE JEAN BINOT

## Entre ectoplasmes

*24 avril 64, date historique : au Palais-Bourbon, Pompidou chasse les fantômes.*

*Lesquels ne s'en portent ni mieux ni plus mal. Sans compter que parmi sa meute le chasseur en avait aussi des fantômes !*

*Par exemple : Jacquinot et Giscard — au perchoir, c'est-à-dire au fauteuil : Chaban-Delmas, et combien d'autres dans l'hémicycle ?*

*De sorte que l'on se demande si l'orateur, grisé par son éloquence, n'a pas un peu oublié qu'il pouvait être le fantôme de Rothschild, du général ou de Debré ?*

*Car la politique et le théâtre ont ceci de commun : que l'on risque peu ou prou d'y passer pour le fantôme d'un autre.*

# LES RAISONS D'UNE IMPASSE

LA campagne pour les élections présidentielles de 1965 continue à se dérouler sans trop passionner l'opinion publique.

On voit surgir de nouveaux candidats : André Cornu, ce qui ne dit rien à personne, et Tixier-Vignancour, ce qui en dit trop.

On murmure Pinay, on lance Lecanuet, on évalue « la chance de Pompidou » dans l'hypothèse où le général de Gaulle renoncerait à se présenter.

Bref, on continue à voir imposer des « noms » peu soucieux de faire connaître le programme politique qu'ils opposent au régime gaulliste.

Cette forme de désignation est la conséquence directe et normale du système électoral issu du référendum plébiscite de 1962.

Ce système empêche toute désignation selon les règles démocratiques, dans le cadre des formes et délais nécessaires aux discussions préalables entre les différents partenaires politiques. Il facilite par contre la création de combinaisons non démocratiques, et la désignation truquée des futurs candidats imposés par des groupes irresponsables. Il en sera toujours ainsi avec ce mode d'élection.

Et nous trouvons paradoxale l'attitude de Gaston Defferre qui, ayant voté pour la Constitution de 1958 et contre le référendum de 1962, nous demande maintenant de ratifier la Constitution de 1958 modifiée selon des conditions qu'il a lui-même refusées !

A ce propos, où en sommes-nous donc de la candidature du député-maire de Marseille dont nous avons écrit il y a trois mois que nous entendions la juger « en évitant l'engouement mais aussi la critique négative » ?

Quelles réponses ont été depuis apportées aux réserves que nous avions exprimées sur le style de la campagne, sur les limites de la coalition politique de soutien, et sur l'absence d'un programme politique dont nous souhaitions qu'il fasse l'objet de discussions avec les diverses organisations politiques et syndicales se recommandant du socialisme ?

Eh bien ! très franchement, nous ne sommes pas plus renseignés aujourd'hui. Certes, nous en savons plus sur les qualités physiques de Gaston Defferre mais nous ignorons toujours beaucoup de ses idées politiques.

Et nous subissons avec lui, comme avec de Gaulle, le même refus d'informer les électeurs auxquels il fait appel.

Nous disons que ces monologues empêchent tout débat démocratique et que le combat entre « vedettes » est néfaste s'il est spectaculaire. D'autant plus qu'à ce jeu et avec ses dés pipés, de Gaulle est plus fort que Gaston Defferre.

L'opinion publique ne s'y trompe pas qui souhaite que cette campagne soit politique et permette de proposer dans la clarté une véritable alternative au régime personnel.

Nous devons objectivement reconnaître que l'annonce de la candidature de Gaston Defferre avait éveillé de la curiosité et parfois même de la sympathie chez nombre de nos amis.

Nous devons aujourd'hui constater leur déception. Ils attendaient autre chose que des formules vagues et des propos démagogiques, autre chose que cette recherche constante d'une majorité de circonstance, autre chose que ces habiletés politiques qui se veulent subtiles.

Ils auraient souhaité entendre dire clairement par Gaston Defferre avec quelles formations politiques et avec quels hommes il entendait former la coalition politique qui devrait gouverner la France après son élection. Ils voulaient avec certitude s'éviter la surprise de voir renaître ces étranges combinaisons électorales dont ils savent par expérience qu'elles réduisent à néant les engagements pris.

Ils pensaient que le programme politique se définirait avec leur accord et qu'ils pourraient engager toutes leurs forces à la présentation d'une véritable alternative au gaullisme. D'une alternative qui n'attende pas 1980 pour proposer des solutions aux grands problèmes économiques contemporains et qui détermine pour les quatre ou cinq ans à venir les réformes de structure nécessaires pour faire basculer le régime capitaliste.

Ils attendaient des réponses précises, dans le temps et dans le contenu, au problème du fonctionnement démocratique des institutions qui doit garantir en permanence le contrôle populaire sur l'exécutif et assurer une double représentation politique et économique.

Ils attendaient la condamnation formelle de l'entreprise de déplanification exercée actuellement par le régime qui entreprend consciencieusement de démanteler tout ce qui avait été fait dans le domaine de la planification, favorisant ainsi la mainmise du secteur capitaliste privé sur l'économie française.

Ils attendaient la définition d'objectifs sociaux précis. Les syndicats ouvriers, paysans, universitaires veulent intervenir désormais étroitement dans les décisions économiques. La perspective d'un régime socialiste implique la participation effective des travailleurs à la gestion des entreprises, aux organismes économiques, régionaux, à la conception, à la réalisation et au contrôle de toute planification.

Ils attendaient, certes, l'affirmation d'une priorité à l'Education nationale, mais à condition qu'elle soit assortie des voies et moyens pratiques permettant de réaliser une véritable démocratisation de l'Enseignement et son adaptation réaliste aux besoins économiques de la Nation.

Et cela est vrai aussi pour les transformations fondamentales des structures de l'Agriculture, pour la conception d'une politique des revenus et de contrôle des profits, pour la condamnation sans appel de tout armement atomique... C'est-à-dire autre chose que ces idées générales énoncées en tête de chapitres dans des discours dont il semble que l'imprécision soit considérée comme un bon moyen de toucher les masses... à la manière gaulliste.

C'est ce qui explique les hésitations qui se manifestent actuellement de plus en plus.

Les comités de l'Horizon 80 sont lents à voir le jour. On ne peut décemment pas les composer seulement de membres de la S.F.I.O., de technocrates et d'inconnus.

Et pourtant les faits sont là : les syndicats sont réticents et refusent de s'engager. Les clubs bien conditionnés au départ sont plus que réservés et on a vu à Vichy que les troupes étaient plus en retrait que certains états-majors ne l'avaient en un temps laissé penser.

Il faut tirer les leçons de cette erreur de conception.

Pour nous, au P.S.U., il n'y a rien de changé. Nous estimons nécessaire la désignation d'un candidat unique de la gauche.

Nous exigeons qu'il oppose au régime gaulliste une plate-forme politique, claire et précise, acceptée par toutes les organisations politiques et syndicales anticapitalistes.

Nous continuons d'espérer que ces conditions pourront être remplies et nous mettrons tout en œuvre pour que nos exigences soient comprises et partagées par tous nos camarades socialistes.

Si Gaston Defferre devenu candidat de la S.F.I.O. ne peut répondre à ces critères d'union ou ne veut y répondre, ne faudra-t-il pas que les forces de gauche prennent leurs responsabilités et désignent le candidat qui sera le leader de leur coalition contre le chef de la coalition de droite, le candidat qu'ils pourront appuyer sans réserves et qui combattra sans ambiguïté ?

Nous avons conscience que notre fermeté dans les circonstances présentes est le plus grand service que notre Parti puisse rendre à la cause du Socialisme et de la Démocratie.

**Harris Puisais,**

Directeur politique
de « Tribune Socialiste ».

# GRÈVES : Nouvelle offensive des cheminots

LE tableau idyllique tracé par de Gaulle dans son dernier discours radio-télévisé a naturellement soulevé les protestations des centrales syndicales. Toutes pensent comme le P.S.U. qu'il s'agit en fait d'un « tableau truqué ». Redoutant toujours un ralentissement de l'expansion, une récession comme on dit, les syndicalistes ne sont pas loin de penser que l'économie française est aussi malade, en dépit des apparences... que le Chef de l'Etat lorsqu'il s'est montré dans les étranges lucarnes.

Les syndicats ouvriers, comme d'ailleurs les organisations paysannes, contestent que le niveau de vie de leurs mandants se soit élevé autant que le prétend le général de Gaulle. Sensibles au mépris de celui-ci pour les « revendications », ils répliquent que, sans leur action, les progrès réalisés, pour insuffisants qu'ils soient, auraient été moins importants. Ils soulignent en particulier qu'ils ont rompu le fameux « mur » Debré des 4 p. 100 par an dans le secteur privé et que les travailleurs du secteur public ont bénéficié de la lutte des mineurs. Ils ajoutent que le S.M.I.G., c'est-à-dire le salaire des travailleurs les plus défavorisés, est loin d'avoir suivi la progression indiquée par le général-président.

## Les cheminots isolés ?

Et cependant, les syndicats rencontrent les difficultés que nous avions prévues au lendemain du 18 mars pour lancer une nouvelle offensive, à défaut d'une ouverture réelle de la part du gouvernement. Manque de combativité des troupes ? Absence de perspectives d'ensemble ? Divergences entre les organisations ? Tous ces facteurs jouent sans doute leur rôle.

Malgré tout, les cheminots relancent, une fois de plus, l'action. Il y a d'abord eu un accord entre les organisations C.G.T. et C.F.T.C. pour des mouvements en faveur des revendications catégorielles, la C.G.T. s'efforçant depuis quelque temps d'associer les militants des autres organisations à une action qu'elle avait commencée dans ce sens. Dans ce contexte, les conducteurs du dépôt de Paris-Ivry se sont déclarés favorables à une grève. En fin de compte, les fédérations C.G.T. et C.F.T.C. ont décidé un mouvement s'étendant sur 36 heures, du 29 avril à midi au jeudi 30 avril à 24 heures, la grève déclenchée en fonction des situations locales ne devant pas être inférieure à 8 heures (puisqu'aux termes de la loi, une journée de travail au moins est retenue).

Toutefois, outre les organisations autonomes de cadres et de roulants, qui n'avaient pas participé aux précédentes grèves, la fédération F.O. a refusé de s'associer à une action qui, limitée à la corporation, risque d'être « en retrait sur le magnifique mouvement du 18 mars ».

On notera d'autre part que la C.F.T.C., qui avait alors montré quelques réticences, est cette fois la seule organisation à participer à la grève avec la C.G.T. (il est vrai qu'à elles deux, elles sont de loin majoritaires). Leurs dirigeants ont tenu une conférence de presse où ils se sont élevés contre l'interruption des travaux de la commission mixte du statut. A ce sujet, le gouvernement considère que les satisfactions particulières qui peuvent être accordées au cours des travaux de cet organisme ont pour effet d'entraîner un dépassement notable des 4 p. 100 d'augmentation par an désormais considérés comme intangibles. Comme on le voit, la publication du rapport Toutée s'accompagne d'une amélioration des relations contractuelles ! ..

Les syndicalistes demandent aussi l'examen rapide du contentieux de 1963 admis par le gouvernement et l'amélioration des conditions de travail (qui nécessiterait le recrutement de 10.000 agents).

Enfin Seguy, de la C.G.T., s'est efforcé de répondre à l'argument selon lequel la prochaine grève brimerait les usagers en déclarant : « Le 1er mai n'est pas simplement un week-end supplémentaire. C'est une journée de mobilisation ouvrière dans la solidarité internationale. »

La grève s'étendra-t-elle à nouveau dans le secteur public ? Les fédérations des mineurs C.G.T. et C.F.T.C. se déclarent favorables à une grève générale, la fédération C.F.T.C. rappelant toutefois « son hostilité à la répétition de mouvements de vingt-quatre heures ».

## Dans le secteur privé

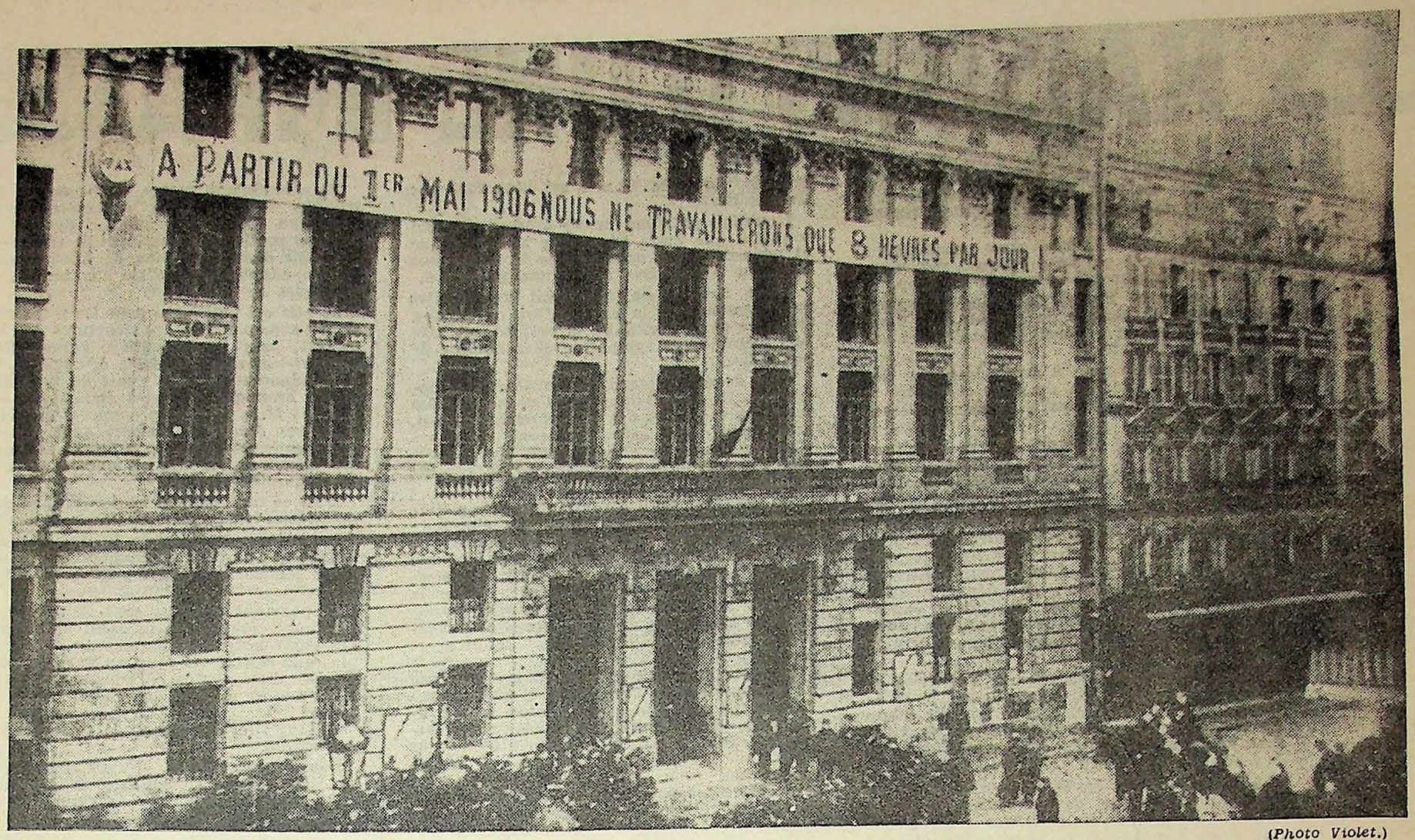
Dans le secteur privé, en dehors de la grève des journalistes du *Courrier Picard* — curieusement combattue par le personnel de l'imprimerie qui met en page les dépêches de l'A.F.P. — on enregistre un nouveau conflit de reconversion. Après Hennebont, Saint-Nazaire, Saint-Quentin, c'est maintenant la ville de Saint-Etienne qui est touchée. Le licenciement de 470 travailleurs des Forges du Creusot est annoncé. A l'appel de la C.G.T., de la C.F.T.C., de F.O., les métallos de la région stéphanoise ont débrayé pendant deux heures le 27 avril au matin en signe de protestation et de solidarité.

A Grenoble, une réunion a été organisée à la faculté de Droit pour protester contre le renvoi par Neyrpic de deux délégués de la C.G.T. Aux côtés des syndicalistes, les universitaires se sont élevés contre l'absolutisme patronal dirigé « contre les instruments de défense des travailleurs, c'est-à-dire contre leurs délégués ». A l'issue de cette réunion, le comité de soutien aux travailleurs de Neyrpic a été transformé en comité de défense régional de l'emploi.

Mécontent de ce qu'il considère comme une ingérence dans ses affaires, le directeur général du groupe Neyrpic a déclaré qu'en dépit des conditions favorables à Grenoble « le haut niveau des salaires, la situation géographique et un climat entretenu par de beaux esprits et des idéologues irresponsables constituent des handicaps suffisamment graves pour que de nombreuses affaires industrielles aient renoncé à s'installer dans la région ».

Cependant, à l'occasion de l'affaire Neyrpic le problème des droits des travailleurs dans l'entreprise est posé devant l'opinion publique.

**M. C.**




(Photo Violet.)

## 1er Mai 1964 :

# LES FANTOMES DE POMPIDOU

*POMPIDOU s'est fâché à l'Assemblée nationale ; il a traité de « fantômes » tous ceux qui refusent son bilan, combattent le gaullisme et veulent autre chose qu'un replâtrage néo-capitaliste de la vieille machine !*

*Mais les masses travailleuses qui célèbrent ce 1er mai lui demandent : que sont-ils devenus, tous ces « fantômes » que combattait de Gaulle, l'indépendance de l'Algérie, le neutralisme ? Ils sont devenus des réalités bien vivantes. Et que deviendront-ils, ces « fantômes » que nous poursuivons, la semaine de 5 jours de 8 heures, la dénucléarisation, une école et une université démocratiques ? Ils deviendront aussi des réalités. Avec beaucoup d'autres que le 1er mai nous donne l'occasion de rappeler à ces messieurs.*

*Pompidou pourfend les leaders parlementaires qui ne s'inclinent pas devant le Monarque. Grâce à la majorité absolue du parti dont il se sert, l'U.N.R., il dénonce les partis, sans oublier les syndicats, qui défendent des intérêts opposés à ceux de ses maîtres et de son Maître. Tous ces opposants sont des « fantômes ». Ah ! le bel effet de tribune... parlementaire !*

*Mais derrière ces effets de voix et ces ironies sceptiques, que trouve-t-on ? Les fantômes qui deviendront des réalités, c'est-à-dire toutes ces revendications qui feront l'union contre le régime ébranlé, qui animeront l'action socialiste en préparant un avenir nouveau.*

*Personne n'est attaché aux formes passées de la politique parlementaire. En évoquant leur résurrection, Pompidou ne pourfend pas même un fantôme, mais un moulin à vent.*

*Car le nouveau Don Quichotte du gaullisme en est réduit, devant la montée des revendications socialistes et populaires, à agiter un épouvantail qui ne fait d'ailleurs peur à personne. C'est pour éviter d'avoir à dire ce qu'il pense de ces revendications, qu'il fait comme si le régime est éternel, bien que son fondateur ne le soit pas.*

*Les fantômes qui font peur à Pompidou, ce sont tous ces problèmes qui inquiètent son administration, le « Cinquième Plan » que Giscard d'Estaing fait tout son possible pour démembrer, et vider de toute substance, ce sont les gigantesques dépenses de l'armement nucléaire, l'agitation paysanne incessante, les dissentiments entre « patries » de l'Europe, la crise de l'enseignement dont l'extension est freinée, les longs horaires de travail exténuant, c'est tout ce que le peuple français veut entreprendre dans la paix et le progrès, pour le socialisme et la démocratie.*

*Les volontés des travailleurs exploités, voilà les fantômes qui inquiètent le gouvernement, et qui se rassemblent ce 1er mai. Ce sont les cheminots, une fois de plus en grève pour provoquer un rajustement de leurs salaires, de leurs horaires et de leurs conditions de travail. Ce sont les habitants d'H.L.M. que l'on prive de leur droit de gestion. Ce sont tous les citoyens que l'on veut réduire au silence en les inondant de propagande radiophonique et télévisée. Ce sont tous ceux qui observent le développement d'un plan de stabilisation profitable au grand capitalisme, ce même plan dont Peyrefitte, le ministre de l'Information, vient de reconnaître que 75 % des Français estiment qu'il a échoué !*

*Et le « fantôme » que Pompidou et ses hommes craignent le plus, c'est l'unité d'action des travailleurs, qui est en marche.*

*Ce n'est pas tant l'intrigue d'anciens parlementaires que redoute le régime, c'est la cohésion massive des salariés, des travailleurs.*

*Voilà à quoi ce 1er mai nous invite à réfléchir. Toutes les esquives du gouvernement deviendront inopérantes quand l'unité de toutes les forces ouvrières, socialistes et syndicales deviendra effective. Pour notre part, nous n'avons cessé d'agir pour que l'unité devienne une réalité. Les familles socialistes et syndicales sont peut-être nombreuses et variées. Elles contiennent les communistes. Les dialogues dispersés qui se poursuivent entre elles ont montré que les conditions de leur entente mûrissaient. Les prochains mois doivent permettre de la faire très sérieusement progresser. En décrétant une loi électorale qui ressuscite la nécessité des apparentements, le gouvernement aura fait des élections municipales l'occasion d'un regroupement de la gauche militante, celle des socialistes et des républicains qui les accompagnent.*

*Contre ce mouvement unitaire, les effets de tribune seront impuissants. Aussi, à l'occasion de ce 1er mai, le premier devoir de chacun est d'examiner tout ce qui peut être fait pour souder une volonté d'action que le gouvernement sent se raidir de plus en plus.*

*N'est-il pas temps de réunir — à l'image de ce qui s'est fait lors du colloque du C.N.A.L., lors de la manifestation nationale contre la force de frappe — les partis et les syndicats décidés à opposer au système du Président de la République, non pas une simple candidature à la présidence, mais le programme d'une République nouvelle, le plan social qui entraînera la fin d'un régime déjà au bout de ses ressources ?*

*A notre avis, les temps sont mûrs pour cette tentative. Aucun jour n'est meilleur que le 1er mai pour réfléchir aux engagements nécessaires, et décider de les prendre.*

**Pierre Naville.**

**TRIBUNE Socialiste**

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XVe) Tél. : SUF 19-20

● Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XVe) Tél. : FON 22-60

● Publicité : Geneviève Mesguiche 6, Avenue du Maine Paris-14e. Tél. : LIT 19-39.

Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

| | |
|---|---|
| 3 mois | 7,5 F |
| 6 mois | 15 F |
| 1 an | 28 F |
| Soutien | 50 F |

Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9e)

# LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS EN FRANCE ET LES SYNDICATS

LE problème des travailleurs étrangers n'est pas quelque chose de nouveau pour les syndicalistes français. Depuis longtemps, Italiens, Espagnols, Algériens et autres sont venus gagner leur vie sur notre sol. A ces immigrants traditionnels s'ajoutent maintenant des travailleurs originaires de pays plus lointains : Portugal, Grèce, Turquie...

## Une déclaration de Marcel Dufriche (C.G.T.)

C'est ce que fait remarquer Marcel Dufriche, de la commission administrative de la C.G.T., qui souligne que son organisation se préoccupe d'organiser des salariés de toutes nationalités, y compris les Algériens (leur amicale, l'A.G.T.A., leur recommandant d'adhérer aux syndicats français). Une conférence de la main-d'œuvre immigrée s'est tenue, sur l'initiative de la C.G.T., les 2 et 3 mars 1963. Des organes à destination des travailleurs étrangers sont rédigés en espagnol (*Defensa Obrera*), en italien (*Lavoro*), en portugais (*O Trabalhador*).

En ce qui concerne les revendications mises en avant pour ces travailleurs, Dufriche insiste sur le fait qu'elles reposent avant tout sur le principe de l'égalité des droits avec les ouvriers français, sur la lutte contre les discriminations en matière de salaires, de Sécurité sociale, d'Allocations familiales.

Naturellement, le problème du logement est des plus importants. Notre interlocuteur évoque à ce sujet la situation lamentable des Portugais logés, par exemple à Champigny, dans des constructions qui rappellent plus des bidonvilles que des habitations normales. Il souligne qu'il y a un problème d'ordre gouvernemental...

Quant aux conséquences économiques et sociales de la présence en France de travailleurs étrangers de plus en plus nombreux, Marcel Dufriche pense que cette main-d'œuvre est utilisée par le patronat pour peser sur les salaires. « Il s'agit d'une armée de réserve, au sens marxiste du terme. » Par exemple, dans le bâtiment, où il y a 350.000 travailleurs étrangers, les salaires ont augmenté moins qu'ailleurs.

Certes, l'importation de main-d'œuvre étrangère peut être une nécessité dans certaines branches. Toutefois, Dufriche estime qu'en régime socialiste le problème se poserait autrement, du fait que les travailleurs remplissant les tâches les plus pénibles toucheraient des compensations en matière de salaires. Il serait donc moins nécessaire de faire appel à des ouvriers d'autres pays. Il faut noter qu'en Tchécoslovaquie les mineurs ont des voitures parce que ce sont les travailleurs les mieux payés. En France, ils ne sont pas aussi favorisés...

Nous interrogeons également le responsable C.G.T. sur le danger d'un développement du racisme parmi les travailleurs français. Il nous répond qu'il n'y a pas actuellement « de symptômes alarmants de racisme et de xénophobie ». Mais les syndicats doivent se montrer vigilants à ce sujet.

« En ce qui nous concerne, déclare Dufriche, nous faisons observer que les travailleurs étrangers sont aussi victimes de l'exploitation capitaliste. Les Algériens, de leur côté, ont été victimes du colonialisme français. Ils ont droit à réparation... Sans doute le gouvernement tente de dresser les travailleurs français et étrangers les uns contre les autres, afin d'établir entre eux une concurrence pour avoir une main-d'œuvre à bon marché. C'est pourquoi nous disons aux ouvriers français que le racisme est à la fois contraire à leur devoir de solidarité et d'internationalisme prolétarien et à leur intérêt véritable. »

Et Dufriche d'ajouter que les travailleurs étrangers, par exemple les antifascistes italiens émigrés dans l'Est, ont été souvent des syndicalistes actifs. On observe même une évolution rapide chez les Espagnols les plus récemment venus en France. Quatre mille sont organisés à la C.G.T. A l'occasion de la grève du bâtiment le 9 avril, des frontaliers espagnols ont participé au défilé et au meeting à Bayonne.

## Une déclaration de René Salanne (C.F.T.C.)

René Salanne, du service international de la C.F.T.C., nous déclare que son organisation fait un effort important en direction des travailleurs étrangers, mais qu'il est trop tôt pour établir un bilan à cet égard. « Nous recommandons, dit-il, à nos militants de les toucher dans les entreprises, mais ce n'est pas toujours facile. Il y a maintenant beaucoup d'Africains, des Algériens, mais aussi des Noirs qui ont tendance à se replier sur eux-mêmes... Le Marché commun n'a guère favorisé jusqu'ici l'arrivée de travailleurs étrangers. Les Italiens ferment leurs portes. Il y a quelques Grecs, en raison de l'association de leur pays au Marché commun. Quant aux Espagnols, si leur venue ici est considérée actuellement comme bénéfique par leur gouvernement, il peut ne pas toujours en aller de même, si un effort de planification est tenté en Espagne.

Les problèmes sociaux posés par l'afflux de la main-d'œuvre étrangère sont considérables. Il y a en particulier le logement et les « structures d'accueil ».

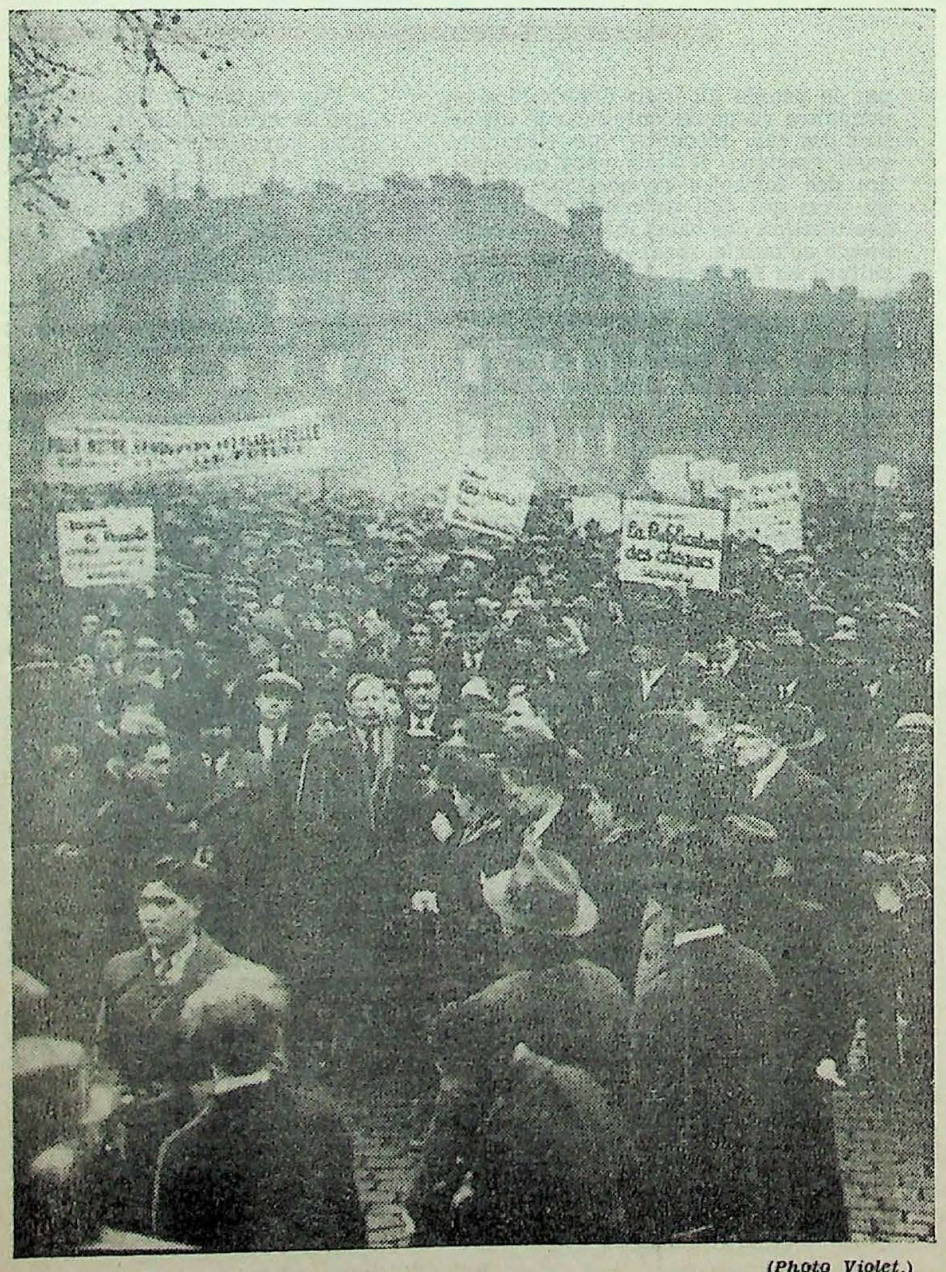
Bien sûr, le patronat peut utiliser les travailleurs étrangers pour peser sur les salaires mais, de toute façon, leur concours est indispensable, les Français répugnant aux tâches les plus pénibles.

« Il peut y avoir un risque de racisme chez nos camarades mais, à notre connaissance, il n'y a pas de faits confirmant l'existence de ce racisme ».

Et René Salanne de conclure : « Nous avons conscience à la C.F.T.C. que la présence des travailleurs étrangers pose un problème de plus en plus important. »

Il ne nous a pas été possible de joindre le responsable de ces questions à la C.G.T.-F.O. Signalons que cette centrale a fait un effort particulier en faveur des Espagnols et qu'elle entretient de bonnes relations avec les organisations d'émigrés, l'U.G.T. et la C.N.T.

**Maurice Combes.**



(Photo Violet.)

**Les intérêts des travailleurs étrangers sont aussi les nôtres...**
***(Ci-dessus Léon Blum s'adressant aux travailleurs lors d'une manifestation à Vincennes)***

# LES OUVRIERS PORTUGAIS

ON pensait avoir tout dit sur l'atroce misère qui règne dans les « bidonvilles ». Au lendemain du 17 octobre à Paris, la presse s'était émue de la situation faite aux travailleurs algériens ; des reportages à sensation avaient, alors, dénoncés ce scandale. L'indépendance de l'Algérie y aidant, les municipalités de notre banlieue espéraient pouvoir supprimer cette horrible caricature de l'ère coloniale. Hélas, il n'en fut rien, non seulement les « bidonvilles » où sont parqués nos frères algériens n'ont pas disparu, mais voilà que de nouvelles zones de cette lèpre se développent à la périphérie de la capitale.

De longue théories de masures aux toits de tôle ondulée ou de carton bitumé ; tragique décor où, au milieu des sentes ravinées et boueuses, s'écoulent des sortes de ruisseaux dégageant une odeur de cloaque et charriant des excréments et déjections de toutes sortes. De part et d'autre de ces « déversoirs » se dressent des cabanes d'un autre âge qui servent d'habitations aux travailleurs portugais, à leurs femmes et à leurs enfants.

A Aubervilliers, à Clichy, à Champigny-sur-Marne, à Nanterre, à Sarcelles, à Gentilly, à Saint-Ouen, etc., partout où sont parqués les immigrants du pays de Salazar c'est la même détresse, la même promiscuité, la même misère, le même scandale.

Il règne dans ces « colonies » portugaises une sourde ambiance de crainte inavouée, une anxiété permanente : « *Tu ne peux pas savoir*, nous disait un camarade portugais, *il y a tout à craindre, dans nos bidonvilles comme dans les usines ou sur les chantiers : il y a des mouchards partout, il y a ceux de la police française, ceux de l'ambassade, ceux de l'Eglise portugaise, ceux des employeurs, ceux des propriétaires des baraques et des terrains sur lesquels elles sont posées. Tout est prétexte pour nous faire « chanter » ; il y a quelque temps, deux camarades ont parlé de syndicalisme ; on leur a retiré leur permis de travail et on les a renvoyé au pays, ils sont maintenant en prison. Il y a quelques jours à peine, une femme s'est plainte que son « logeur » n'effectuait pas des aménagements pour lesquels elle a payé ; avant-hier, son mari a été « corrigé » pour qu'il apprenne à sa femme « à tenir sa langue ». Il y a plus grave : travaillée par d'habiles campagnes de presse, la population française nous est hostile, les femmes regardent les nôtres de travers lorsqu'elles les rencontrent chez les commerçants ou en allant conduire les enfants à l'école.* »

« *A l'usine ce n'est guère mieux, à l'exception des plus conscients, nos camarades français nous sont également hostiles. Je travaille chez Citroën, eh bien, tu me croiras si tu veux, mais les ouvriers français ne mangent plus à la cantine ! Pour ne pas se trouver aux côtés des Noirs, des Algériens et des Portugais de notre équipe, ils préfèrent prendre leurs repas dans les restaurants installés autour de l'usine. Seulement huit Français mangent avec nous : 2 sont communistes, 1 est du P.S.U., les autres sont des chrétiens.*

« *Dans certaines usines, les syndicats commencent à réagir contre cet état d'esprit des ouvriers français, en particulier la C.F.T.C. et la C.G.T., mais dans des usines comme la nôtre ils ont beaucoup de mal à agir car ils travaillent eux-mêmes dans une semi-clandestinité.*

« *Et puis, il y a les campagnes de presse contre lesquelles il est difficile de lutter, d'abord parce qu'il faut avoir les moyens et ensuite parce que la presse bourgeoise est habile pour dresser les Français contre nous.*

Qui donc tente par tous les moyens, y compris par d'habiles campagnes de presse, de faire naître un sentiment de xénophobie anti-portugaise au sein de la population ?

Qui donc fait régner une atmosphère de délation et de chantage dans les « bidonvilles » ?

Qui donc fait venir ces hommes et ces femmes, « *pour détendre le marché du travail* », sans se préoccuper de leur logement et laisse le champ libre aux spéculateurs de la misère, aux marchands de sommeil qui exploitent la détresse humaine ?

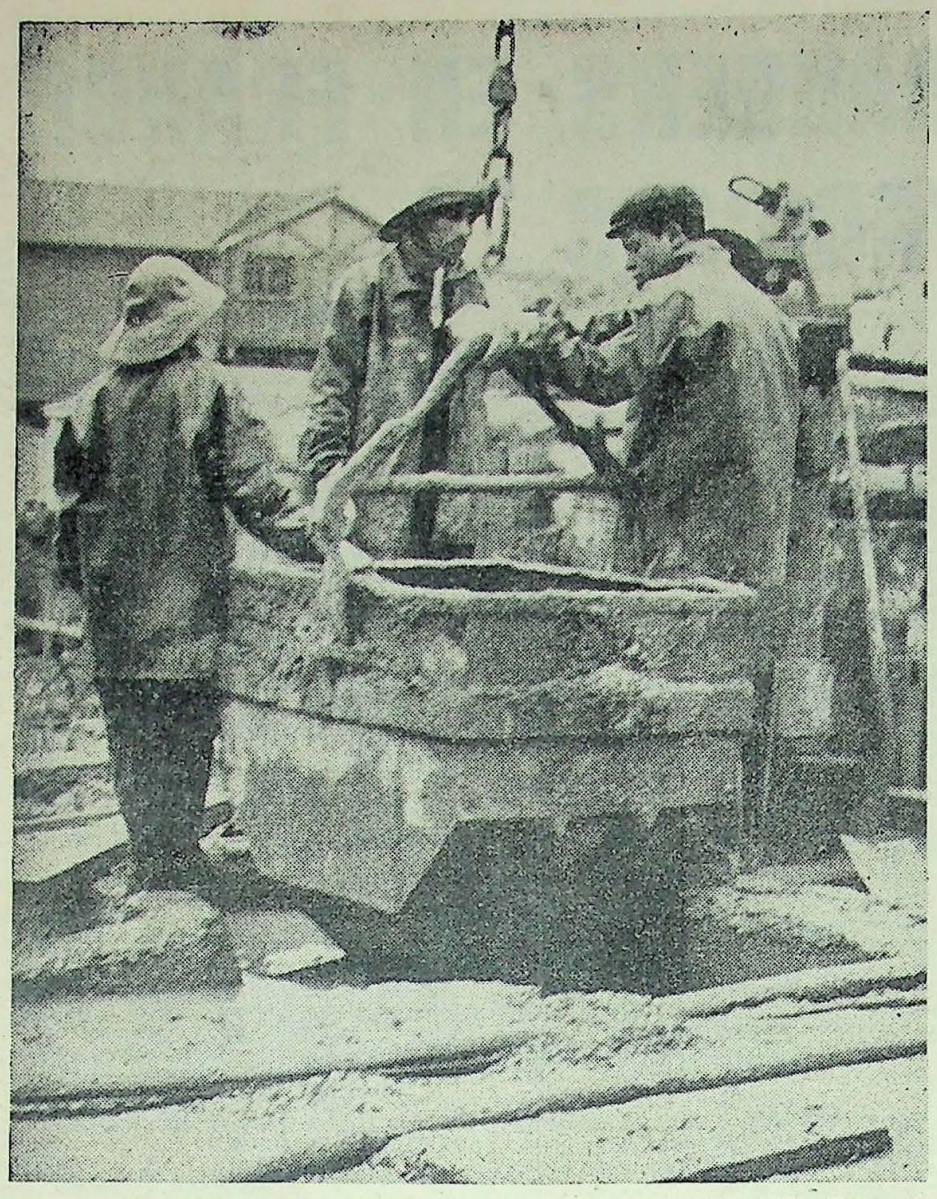
Qui donc tolère les trafiquants de main-d'œuvre, véritables négriers des temps modernes « *qui vivent parmi nous et sont officiellement connus* » ?

A qui donc cette main-d'œuvre, importée en fraude et payée avec des salaires de misère, rapporte-t-elle ?

A qui, si ce n'est au régime capitaliste et à son Pouvoir ?

**C.L.**

SPECIAL 1er MAI



*(Photo Elie Kagan.)*

**2.700.000 travailleurs étrangers vivent actuellement en France.**

# LA CONDITIO
# main-d'œuvre

*AU lendemain de la guerre, le nombre des travailleurs étrangers entrant en France oscillait entre 56.000 et 58.000 pour les années 1948-1949. On enregistra ensuite un fort fléchissement puis l'immigration reprit pour combler le vide laissé par les jeunes gens maintenus sous les drapeaux en Algérie. Les entrées passèrent ainsi de 65.356 en 1956 à 111.674 en 1957, 82.808 en 1958 et 44.179 en 1959. Il faut en déduire le nombre des départs que l'on peut évaluer aux alentours de 30 p. 100.*

*Au dernier recensement (mars 1962) on comptait 46.456.000 personnes résidant en France, lesquelles se répartissaient ainsi :*

*— 43.039.000 Français de naissance ;*

*— 1.267.000 Français ayant acquis la nationalité par naturalisation, mariage, déclaration ou option : dont 450.000 Italiens et 203.000 Polonais ;*

*— 335.000 Algériens (passés, depuis, à plus de 500.000) (1) ;*

*— 1.815.000 étrangers.*

*Depuis le début de l'année 1964, les travailleurs étrangers arrivent à la cadence de 3.000 par jour. Il faut d'ailleurs souligner que cette recrudescence d'arrivées de travailleurs immigrés est organisée par le patronat et son pouvoir dans le but avoué de faire pression sur les salaires : il s'agit là d'un des multiples aspects du « plan de stabilisation » gaulliste. Présentement, les travailleurs étrangers sont, dans ce pays, au nombre d'environ 2.700.000.*

(1) Le statut « français » de l'Algérie et des Algériens avant l'indépendance et l'actuel « statut spécial » des travailleurs algériens en France, font que ceux-ci figurent systématiquement à part dans toutes les statistiques

## Evolution des sources de l'immigration

En ce qui concerne les travailleurs étrangers, *autres que les Algériens qui ont un statut spécial*, on note une évolution des sources de recrutement. En effet, la répartition par nationalité de la population immigrante est caractérisée par le fait que :

1° Depuis 1957, le nombre des immigrants italiens est beaucoup plus faible, tant en valeur absolue qu'en

# LES TRAVAILLEURS ALGERIENS

LA presse à « sensation », la presse raciste, la presse qui soutint les tueurs de l'O.A.S. se déchaîne à nouveau contre nos frères algériens : « *La France et les Français courent*, à les entendre, *un grave danger, la France est envahie, la France est contaminée par un effroyable fléau, une véritable gangrène.* »

Notons d'abord que la main-d'œuvre algérienne est indispensable à l'économie française en ce sens que la valeur d'apport des émigrants algériens tient à son caractère complémentaire de la main-d'œuvre française : cette main-d'œuvre algérienne a le mérite de pouvoir être utilisée dans des zones et dans des branches où sa mobilité vient pallier les inconvénients de la rigidité des structures de la main-d'œuvre — attachement à un métier depuis longtemps expérimenté, attrait d'une résidence traditionnelle, etc. — et contribue ainsi à l'obtention de taux d'expansion supérieurs à ceux qui seraient possibles sans cet apport complémentaire.

L'opinion courante prétend que la main-d'œuvre algérienne est dépourvue de travailleurs qualifiés. La vérité est que le patronat et les Pouvoirs publics se sont de tout temps attachés à maintenir les travailleurs algériens dans la condition d'un sous-prolétariat taillable et corvéable à merci et que dans les rares cas — entre autres dans les centres de la F.P.A. — où l'on a tenté de leur donner une formation professionnelle, ceux-ci se sont montrés particulièrement qualifiables.

L'implantatoin des travailleurs algériens en France n'est du reste pas quelque chose de nouveau. En effet, en 1961, les statistiques du ministère de l'Intérieur en donnaient la répartition géographique suivante :

| | HOMMES | FEMMES | ENFANTS | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 1re Région (Paris) | 125.468 | 11.856 | 29.246 | 166.570 |
| 2e Région (Lille) | 27.438 | 4.356 | 11.305 | 43.099 |
| 3e Région (Rennes) | 4.724 | 651 | 1.338 | 6.713 |
| 4e Région (Bordeaux) | 2.906 | 455 | 976 | 4.337 |
| 5e Région (Toulouse) | 5.844 | 828 | 2.253 | 8.925 |
| 6e Région (Metz) | 35.152 | 3.432 | 7.164 | 45.748 |
| 7e Région (Dijon) | 7.806 | 1.178 | 2.755 | 11.739 |
| 8e Région (Lyon) | 37.151 | 5.553 | 12.606 | 55.310 |
| 9e Région (Marseille) | 36.085 | 4.437 | 10.638 | 51.160 |
| TOTAL | 282.574 | 32.746 | 78.281 | 393.601 |

L'indépendance de l'Algérie provoqua à ses débuts un ralentissement certain du mouvement migratoire, puis ce mouvement a repris à un rythme tel que son bilan depuis le 1er janvier 1964 s'établit à plus de 50.000 personnes. Cette croissance quantitative s'accompagne d'une dévaluation qualitative en ce sens que plus en plus nombreux sont les travailleurs algériens qui amènent avec eux leur femme et leurs enfants, lesquels représentent en moyenne 20 p. 100 des émigrants.

« L'Algérie nous envoie ses chômeurs » proclame à longueur de colonnes une « *presse* » bien pensante et cartiériste.

Cette « presse » oublie par trop que nous sommes responsables de l'état de sous-développement dans lequel se trouve aujourd'hui l'Algérie après plus de cent trente ans de « *présence française* ». On oublie trop facilement que pendant ce temps, « *au nom du peuple français* », l'Algérie s'est vue pillée, spoliée de ses richesses et maintenue dans un état de servage...

On oublie par trop facilement que la fin de la guerre d'Algérie, le départ d'une armée nombreuse qui maintenait une activité économique factice, l'exode des cadres européens, les ravages de sept ans de guerre, les destructions criminelles de l'O.A.S., provoquèrent une paralysie de l'activité économique. Les efforts déployés par le peuple algérien depuis l'indépendance ne pouvaient, dans le meilleur des cas, résoudre une situation aussi tragique. Il était vain d'attendre des miracles économiques dans un pays qui doit procéder d'abord à une révision des bases mêmes de l'économie coloniale, reconvertir son agriculture en fonction des besoins de sa population, équiper les secteurs traditionnels laissés à l'abandon et jeter les bases d'une économie socialiste. Bien que nous (signataires de cet article avec d'autres militants socialistes algériens et européens) formulions quelques réserves sur certains aspects du développement de la révolution algérienne, ce n'est pas à la presse qui soutint la politique de l'impérialisme français qu'il appartient d'élever la voix et, en dehors même du fait qu'il n'y a rien de choquant à ce que des citoyens aujourd'hui indépendants viennent chercher en France les moyens d'existence qu'elle leur offre en contrepartie de leur travail, il convient de souligner que l'aide de la France à l'Algérie par le canal de la coopération n'est qu'une bien faible *réparation* des conséquences de plus de 130 ans d'occupation du territoire algérien par l'impérialisme français...

La campagne raciste contre nos frères algériens use d'un double argument moral et économique : « *Les Algériens développent la prostitution, multiplient les agressions nocturnes et discréditent ceux de leurs compatriotes qui travaillent* » puis, n'étant pas à une contradiction près, ils ajoutent : « *Ils envahissent nos hôpitaux, dévalisent la Sécurité Sociale et les Caisses d'allocations familiales et reconstituent les bidonvilles.* » Il y a là déjà une contradiction en ce sens que pour bénéficier de la Sécurité Sociale et des Allocations familiales, il faut avoir un emploi et que ni les maquereaux de Pigalle, ni les auteurs d'agressions ne sont affiliés à la Sécurité Sociale. Il y a de plus l'amalgame qui tend à faire mettre sur un même pied le travailleur algérien et le gangster avec lequel il n'a rien de commun, tout comme M. Dupont n'a rien de commun avec « Pierrot le Fou »...

Par contre ce qui est exact c'est que la criminalité de tous ordres est plus importante proportionnellement dans les milieux sociaux où sévissent le chômage, le surpeuplement, l'isolement social, le déracinement et l'analphabétisme. Mais qui donc est responsable de ces fléaux si ce n'est le régime capitaliste ?

Pour ce qui est de « *dévaliser les caisses d'allocations familiales* », ces quelques chiffres suffiront à montrer de quelles dicriminations nos frères algériens sont victimes :

Une famille française touche pour :

— deux enfants : 14.580 A.F. + salaire unique ;

— trois enfants : 26.762 A.F. + salaire unique.

Une famille en Algérie dont le chef travaille en France touche pour :

— deux enfants : 4.800 A.F. ;

— trois enfants : 7.200 A.F.

Les femmes algériennes n'ont pas droit au salaire unique.

Aujourd'hui, le Pouvoir, par des accords passés avec le gouvernement algérien, tente d'endiguer par des conditions draconiennes la venue des travailleurs algériens en France. Ce n'est pas dans des barrages juridiques que l'on trouvera une solution équitable à ce problème. Nous l'avons déjà dit, la main-d'œuvre algérienne est complémentaire à notre propre main-d'œuvre, mais il n'est plus tolérable que nos frères algériens soient maintenus dans la condition d'un sous-prolétariat.

Il faut engager la lutte contre le racisme latent que l'on trouve au sein même de notre classe ouvrière. Il nous faut engager le combat pour favoriser la formation professionnelle et la promotion sociale des travailleurs algériens, faire en sorte que nos centres de formation professionnelle leurs soient largement ouverts, que des logements décents soient mis à leur disposition durant leur séjour en France : en un mot les considérer et les traiter comme des *hommes à part entière, comme nos frères.*

**Pierre Hespel.**
**Claude Lavezzi.**

# N SOCIALE de la étrangère en France

valeur relative, comparativement aux autres groupes nationaux.

2° L'évolution de l'immigration espagnole marche à contrario de l'italienne et depuis 1961 le nombre des travailleurs espagnols venant s'installer en France est de beaucoup supérieur à celui des italiens.

3° Le développement rapide du courant d'immigration portugais est en passe de venir sérieusement contrebalancer le courant espagnol.

A ce stade de notre analyse, une première constatation s'impose : la source traditionnelle d'immigration vers la France que constituait l'Italie fasciste se tarit progressivement depuis 1945. La raison en est, d'une part, la naissance et la consolidation de la démocratie dans ce pays et, d'autre part, l'expansion économique qui l'accompagne.

Inversement, l'oppression, la misère et le marasme économique qu'engendre la dictature qui sévit en Espagne et au Portugal font que ces deux pays constituent la source essentielle du courant d'immigration de la main-d'œuvre en France.

Dans le détail, la répartition des entrées par nationalité s'établit ainsi:

| Années | Italiens | Espagnols | Portugais |
|---|---|---|---|
| 1960 | 19.515 | 21.413 | 4.007 |
| 1961 | 23.808 | 39.623 | 6.716 |
| 1962 | 21.516 | 63.535 | 12.916 |
| 1963 | 19.213 | 78.247 | 57.700 |

Pour le premier trimestre de 1964, sur 35.000 travailleurs immigrants entrés en France on compte près de 50 p. 100 d'Espagnols, plus de 8.000 Portugais et 2.300 Italiens. Encore faut-il souligner que le véritable trafic de main-d'œuvre qui s'exerce sur les Portugais fait que les chiffres qui les concernent ne sont forcément qu'approximatifs et probablement très en dessous de la réalité.

Les statistiques donnent, en ce qui concerne les trois nationalités considérées, l'évolution suivante :

| Années | Italiens | Espagnols | Portugais |
|---|---|---|---|
| 1954 | 504.620 | 234.029 | 19.320 |
| 1962 | 637.467 | 415.613 | 44.398 |

Les départements ayant la plus forte concentration de travailleurs immigrés sont les suivants :

| | | | |
|---|---|---|---|
| Seine | 336.094 | Alpes-Maritimes | 72.000 |
| Moselle | 109 000 | Meurthe-et-Moselle | 49.000 |
| Seine-et-Oise | 101 000 | Isère | 48.000 |
| Bouches-du-Rhône | 79.000 | Rhône | 48.000 |

Alors que l'immigration portugaise se concentre pratiquement dans la Région parisienne et dans le Sud-Ouest de la France, l'espagnole et l'italienne se répartissent autour des différents secteurs de concentration industrielle du pays :

**Immigration espagnole :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Seine | 72.046 | Bouches-du-Rhône | 20.539 |
| Hérault | 31.324 | Rhône | 17.427 |
| Gironde | 25.092 | Haute-Garonne | 16.500 |
| Pyrénées-Orientales | 24.100 | Aude | 14.995 |
| Seine-et-Oise | 22.357 | Gard | 14.868 |

**Immigration italienne :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Seine | 69.863 | Seine-et-Oise | 37.426 |
| Moselle | 68.480 | Nord | 31.164 |
| Bouches-du-Rhône | 46.740 | Rhône | 28.763 |
| Isère | 40.690 | Meurthe-et-Moselle | 27.320 |
| Alpes-Maritimes | 39.320 | Haute-Garonne | 17.718 |

# L'immigration d'Afrique noire

**Ils n'ont jamais appris à parler d'autre langue que le dialecte de leur tribu... Ils arrivent sans aucun contrat de travail, sans qualification professionnelle, et le plus souvent sans le moindre moyen de subsister... Ils errent ici ou là, épaves lamentables, dans les rues, menacés par les affres de la faim, la morsure du froid, rongés par l'inquiétude du lendemain, talonnés par une pauvreté sordide qui les poursuit jusque dans les asiles insalubres où ils nichent dans une promiscuité qui fait peur...**

**Combien sont-ils à vivre ainsi ? Les rapports officiels en dénombrent 8.000 seulement dans le département de la Seine ; la presse, de son côté, propose le nombre de 30.000 travailleurs d'Afrique noire sur la région parisienne. Quelle certitude donner à ces statistiques?**

**Notre évaluation, aussi problématique que les autres, se base sur des années de contacts avec les Africains dans les usines, de visites dans leurs communautés, à l'occasion de multiples démarches pour défendre leurs droits de travailleurs. C'est ce qui nous a permis de connaître plus profondément la réalité de leur présence.**

**Le tableau que nous dressons ci-dessous est, croyons-nous, assez proche de la réalité :**

| | |
|---|---|
| Région parisienne | 25.000 |
| Marseille, Toulon, région Sud-Est | 7.000 |
| Bordeaux | 1.500 |
| Nord | 1.000 |
| Seine-Maritime | 1.500 |
| Pour le reste de la France. | 500 |

**Pour autant que nos estimations soient exactes, nous avons donc affaire à une communauté relativement restreinte (35.000 à 45.000 hommes) mais qui attire l'attention par la soudaineté de son apparition et la situation précaire de ses membres.**

# LES NOIRS A PARIS

LE rythme d'arrivée des immigrants noirs ne cesse de progresser (en 1963, on a enregistré cinq cents à mille par mois).

Déracinés sans transition de la savane à la ville, d'un milieu primaire et rural dans un milieu hautement industrialisé, sans aucune qualification professionnelle ou technique, ils accèdent aux derniers degrés de l'échelle sociale et professionnelle, formant une espèce de sous-prolétariat. Leur analphabétisme et leur bas niveau de connaissance linguistique représentent un second handicap. Ils sont obligés d'accepter n'importe quel travail (balayeurs, manœuvres, travaux de voirie, etc.), même s'il est difficile, fatigant et mal rémunéré.

Leurs bas salaires et le racisme de certains propriétaires ne leur permettent pas de se loger décemment. Ils s'entassent à trente ou quarante dans le fond d'une cave humide et froide. Ils paient 150 F de caution pour un lit, 30 F la location mensuelle de ce même lit plus l'électricité (à heures fixes seulement) et le chauffage (s'il existe).

Vivant dans des conditions épouvantables, sans grande résistance physique du fait de leur sous-alimentation (leurs salaires ne leur permettent pas une nutrition suffisante en quantité et qualité ; de plus, ils en envoient la moitié à leur famille, au lieu de l'utiliser à leur consommation), trop absorbés par des problèmes matériels, ils sont durement exploités, ignorent trop souvent leurs droits de travailleurs. Et surtout ils ne réussiront pas à s'élever dans l'échelle socio-professionnelle, ne pouvant acquérir par eux-mêmes une formation, quelle qu'elle soit.

Déracinés, isolés, repliés sur eux-mêmes, ils sont sans contact avec la population française. Leur cohésion interne, la solidarité qui lient les membres d'un même village, d'une même ethnie compensent heureusement un peu cet isolement. Mais individuellement, ils restent désarmés, en butte au racisme latent de l'ouvrier qui peut craindre la concurrence professionnelle, au racisme du logeur, au racisme de l'homme de la rue qui, conditionné par une certaine presse, se plaint de ce représentant d'un pays que la Fance « entretient », à son détriment, pense-t-il.

Triste tableau de vie d'un travailleur noir en France. Mais des solutions existent qui peuvent améliorer le sort de ces hommes. D'abord, il faut susciter par la discussion et l'éducation un effort individuel qui provoque l'abandon des faux concepts colonialistes, des préjugés racistes de la supériorité des Blancs sur les Noirs, la valorisation de l'individu, quelle que soit la couleur de sa peau, la destruction de tout instinct de différenciation. Mais surtout, les seules solutions réellement efficaces à court et à long terme se placent sur un plan collectif : normalisation du mouvement d'immigration, contrôle sanitaire rigoureux, devoir impérieux pour les ambassades d'aider leurs ressortissants, pour les syndicats et les amicales de les former professionnellement et de les alphabétiser, pour le gouvernement qui les reçoit de leur procurer des conditions de vie décentes ; et surtout nécessité pour les émigrés de s'unir. C'est par leur unité qu'ils imposeront leur existence et découvriront leurs véritables alliés. Car, malgré certaines contradictions, les travailleurs émigrés et ceux du pays d'accueil doivent poursuivre le même combat.

**Marguerite Kagon.**

# Les bonnes espagnoles

*LE secteur de la main-d'œuvre féminine espagnole qui se place en France comme bonne à tout faire, femme de ménage, cuisinière, etc., connait un sort quelque peu privilégié. Attirées par la crise sans cesse grandissante du personnel domestique, de nombreuses Espagnoles débarquent quotidiennement sur le pavé de la capitale à la recherche d'une patronne de préférence « bourgeoise ». Combien sont-elles en France ? Les chiffres les plus fantaisistes circulent. 20.000 à Paris selon les uns, près de 100.000 selon d'autres. En l'absence de tout chiffre officiel, disons simplement que le marché du travail permet la venue et le placement d'une main-d'œuvre espagnole toujours plus nombreuse.*

*Comment se recrute cette main-d'œuvre ? De plusieurs façons. En premier lieu par recommandation ; la solidarité est très forte dans les milieux espagnols. Par les petites annonces, par le bureau de placement, ou simplement sur... le trottoir. La rue de la Pompe, devant l'église espagnole est ainsi devenue un véritable marché aux bonnes. Là se rencontrent bourgeoises du XVIe et filles de l'Andalousie. On s'observe, on jauge la marchandise, les prix sont débattus, discutés, etc.*

*La grande partie des femmes espagnoles ont, en général, un but précis, elles sont venues à Paris « faire » de l'argent, et ne s'en cachent pas. Elles savent que l'employée de maison est un objet rare en France. Très au courant des prix, elles préfèrent se placer dans les maisons bourgeoises où le confort est plus grand qu'ailleurs.*

**Expertes et conscientes de leurs droits**

*Leur seul objectif, amasser au plus vite le plus d'économies possible et rentrer au pays, les pousse à travailler de longues journées de 14 à 16 heures. Nombreuses sont les bonnes qui après 10 heures de travail effectué chez leur employeur partent faire quelques ménages chez les voisines ou amies de la patronne.*

*Le salaire moyen se situe autour de 400 F par mois, nourrie et logée. Le salaire horaire de 3,50 à 4 F. Selon le jeu de l'offre et de la demande, ces prix varient sensiblement. Mais en règle générale, les Espagnoles qui connaissent leur réelle valeur sur le marché français entendent se faire payer en conséquence. En cas de litige ou de rupture de contrat, elles n'hésitent pas à traîner leur employeur devant les prud'hommes.*

*Ce phénomène nous a été confirmé par Mme Gisèle, secrétaire du syndicat C.G.T. des employés de maison :*

*« La C.G.T. qui groupe actuellement à Paris 25 % des bonnes espagnoles a ouvert une section pour celles-ci. Chaque jeudi vers 16 heures elles se retrouvent au siège, 3, rue du Château-d'Eau, pour discuter de la profession avec les responsables syndicaux. Un interprète traduit les doléances des femmes ne s'exprimant pas en français. Elles nous informent des abus de certains employeurs, soit en matière de prix ou d'horaire, elles s'intéressent aux conventions collectives, à la Sécurité sociale, au régime complémentaire en cas de maladie, etc.*

*« Les Espagnoles sont souvent de bien meilleures syndicalistes que les Françaises et elles défendent leurs droits avec beaucoup plus de fermeté.*

*« Puissent nos compatriotes prendre exemple sur elles en ce domaine. »*

**Dominique Laury.**

# INTOLÉRANCE ET RELIGION D'ÉTAT

LE catholicisme essaye de se libéraliser, mais il est religion d'Etat en Italie et chacun se souvient que le cardinal Ottaviani vouait aux gémonies, quelque temps avant le Concile, les Italiens qui voteraient non seulement communiste, mais aussi... socialiste.

Dès lors, il ne restait plus beaucoup de liberté. Il serait possible de multiplier les exemples et de rappeler entre autres celui de ce commerçant qui fut acculé à la faillite pour avoir contracté un mariage seulement civil et qui fut condamné en chaire par le même cardinal. Notre propos est différent.

Examinons ce qui se passe en Israël. Il est difficile de savoir comment cela a commencé, mais un jour il est devenu impossible aux Israéliennes de se baigner en même temps que les Israéliens : hommes les lundis, mercredis, vendredis ; femmes les mardis, jeudis, dimanches ou le contraire.

Une statue offerte par une ville française fut retournée pour la raison qu'elle représentait une femme nue.

Le mal gagnait, et un Juif qui avait servi pendant la guerre de « barbouze » à Israël, après des aventures dignes d'O.S.S. 117, se voyait refuser la nationalité israélienen parce que converti au catholicisme. Il faut dire que l'on acceptait de le « naturaliser » rapidement pour les services rendus !

Le samedi, jour du « Sabbat », se voyait progressivement réservé exclusivement à la méditation. Danser, écouter de la musique, sortir sa voiture et même fumer, tout cela était défendu...

Le grand air de l'intolérance était entonné. Le paquebot « Chalom », gloire d'Israël, ne pouvait servir que de la cuisine « kascher ». Le gouvernement s'est incliné.

Un monsieur Goldman a expliqué gravement aux journalistes que le danger pour Israël n'était pas l'antisémitisme, mais... l'intégration ! Israël ne possède pas de lois punissant les actes de racisme ou incitant au racisme ce qui, pourrait-on dire, va de soi ; mais est parue en Israël une publication haineuse intitulée « La révolte ashkénazite », qui va bon gré mal gré obliger le gouvernement à en promulguer une.

Il s'agit d'un gros pavé dans la mare et qui pose le problème des relations entre Ashkenazim (juifs d'Europe centrale) et Sepharades (juifs du Moyen-Orient). L'intolérance religieuse admise amène aux actes d'incitation au racisme... en Israël !

Les mêmes causes produisent les mêmes effets ; si l'athéisme devient une religion d'Etat, les mêmes excès se produisent, c'est ce qui explique la parution du « Judaïsme sans fard » en U.R.S.S., dont la signification profonde vous a été expliquée la semaine dernière par Marcel Aizertin.

Dans les deux cas, il s'agit des résultats de l'intolérance.

L'intolérance, c'est le test ; partout où elle règne, il n'y a pas de liberté véritable.

**Pierre Bourgeois.**

# DE GAITSKELL A WILSON :

## Le socialisme à l'ordre du jour

LES élections générales en Grande-Bretagne auront lieu en octobre prochain, a finalement décidé Sir Alec ; il a repoussé cette date le plus loin possible puisqu'elles ne pouvaient être fixées au-delà du 5 novembre. Le Premier ministre tient donc à gagner du temps, car il sait fort bien que les électeurs, dans la conjoncture présente, enverraient au Parlement une majorité de gauche.

### L'usure des « Tories »

Les élections récentes dans le Grand Londres, où les travaillistes obtiennent 64 sièges contre 36 aux conservateurs, sont venues confirmer ses présomptions. Cette nette avance semble pourtant en légère régression par rapport à ce qu'elle aurait pu être il y a quelques mois. Sir Alec espérerait-il encore la restreindre, voire même reprendre l'avantage ?... Son attitude traduit un manque de confiance en ses possibilités présentes, n'hésitent pourtant pas à dire les travaillistes, d'autant plus que la simultanéité des campagnes électorales anglaise et américaine risque, pendant quelques semaines de laisser pratiquement le leadership de l'O.T.A.N. à de Gaulle.

Cette baisse de popularité des conservateurs permet aujourd'hui un gain d'environ 7 % aux travaillistes dont le pourcentage de voix était en baisse depuis dix ans. Les divisions internes des « tories », les luttes de factions préalables à la désignation, assez arbitraire du nouveau Premier ministre, et surtout les difficultés dans le domaine économique rendent improbable une remontée suffisante des conservateurs. Sir Alec a beau tenter de maintenir le pouvoir d'achat et la valeur du sterling, il se heurte à un obstacle sérieux : l'usure du gouvernement conservateur et la lassitude de l'opinion...

### Deux types d'homme

Dans cette compétition, où la physionomie du leader apparaît en premier plan à la télévision, Harold Wilson, avec son style nouveau, sa finesse intellectuelle, son esprit de repartie, a déjà quelques longueurs d'avance sur son concurrent... Sa connaissance des problèmes de l'économie moderne et sa façon de les aborder lui laissent, d'autre part, escompter l'appui d'une fraction importante des « couches nouvelles » dont l'apport sera décisif.

Son adversaire, Sir Alec, a moins d'aisance, surtout lorsqu'il s'agit de traiter de problèmes économiques. N'est-il pas, d'ailleurs, le symbole de cette aristocratie hésitante devant certaines mesures de planification réclamées par le néo-capitalisme lui-même ?

Face aux conservateurs divisés, les travaillistes, avec un leader jeune, brillant et, de surcroît, incontesté, n'ont jamais été aussi unis depuis 1945, et ils l'ont montré à leur congrès de Scarborough.

(Photo Agip.)

**Wilson (à droite) qui félicite ci-dessus un nouvel élu du « Grand Londres » aura besoin pour gouverner d'un programme à long terme**

Ce vieux parti n'est pourtant qu'une coalition rassemblant, à l'exclusion d'un P.C. très faible (0,1 %), les différents courants du mouvement ouvrier : fabiens, partisans d'un socialisme moral, diverses tendances se référant au marxisme et syndicats ; certains d'entre eux se réclament du socialisme, d'autres prétendent défendre les intérêts de la classe ouvrière dans le régime ; le groupe parlementaire, enfin, jouit d'une relative indépendance et désigne le leader du parti.

Au cours de son histoire, le travaillisme a connu bien des crises internes à sa droite et à sa gauche, mais l'union a prévalu ; elle le doit à un sentiment enraciné dans le mouvement ouvrier britannique et qui a nom fraternité, solidarité et coopération. C'est un obstacle, certes, à une action révolutionnaire immédiate, mais c'est aussi la possibilité intacte d'une évolution vers le socialisme. Cette unité réalisée aujourd'hui cache pourtant des divergences internes, et le programme mis en avant prouve que nombre de problèmes n'ont pas été discutés au fond.

### Des éléments de programme

De bonnes choses, pourtant, y figurent, concernant la municipalisation du sol et le contrôle des loyers, l'éducation, la santé publique, les retraites, la coopération, etc.

Mais ce sont des aspects d'une politique qui reste à définir dans son ensemble. Il faut bien le reconnaître, c'est plutôt sur un style et sur un homme, voire sur un espoir, que les britanniques voteront plutôt que sur un programme à long terme.

Il n'en est pas moins évident que des oppositions de fond séparent les deux grands partis. Sur les problèmes économiques, d'abord, où le « Labour » préconise, bien timidement d'ailleurs, quelques nationalisations ou plutôt renationalisations, mais surtout jette les bases d'une planification à la mesure des problèmes posés, dans la perspective d'un contrôle populaire de l'industrie. N'est-ce pas la porte ouverte à des réformes plus profondes ? En politique internationale, d'autre part, où les travaillistes se refusent à une force de frappe nationale, mais aussi multilatérale qui exciterait l'appétit de l'Allemagne fédérale et compromettrait la détente avec l'U.R.S.S. Enfin, tout en acceptant le parapluie nucléaire américain, ils revendiquent une participation de la Grande-Bretagne aux décisions à prendre. Ainsi se fait jour l'idée que l'O.T.A.N. ne peut rester figée et que des évolutions sont possibles. Ces choix militaires, bien sûr, sont encore bien timides aux yeux de l'aile neutraliste et du C.N.D., mais ils représentent pour eux un progrès non négligeable et qui peut être amélioré.

Depuis 1950, les travaillistes ont mené une politique défensive et souvent au jour le jour. Aujourd'hui, avec un programme sans ambition, dont les aspects positifs et négatifs s'inscrivent dans le cadre d'une campagne électorale à gagner, reprendront-ils l'offensive ou seront-ils les gérants loyaux du capitalisme ?

Un fait retient l'attention : Wilson se situe au centre gauche du parti et succède à Gaitskell qui appartenait à son aile modérée et avait même tenté, sans succès, de faire supprimer les références au socialisme. Aujourd'hui, la presse de gauche travailliste, « Tribune », la « New Left Review » et l' « Union Voice » ne ménagent pas leur soutien, critique certes, mais délibéré à l'expérience Wilson. Ce soutien tactique part de la prise de conscience qu'une victoire électorale ne peut être remportée avec un programme socialiste, pour aboutir à la conviction que, si la bataille est gagnée, alors rien n'est impossible.

### Rien n'est impossible

Dans ce grand parti ouvrier, qui n'a de force que par son unité, une gauche, acquise aux idées du renouveau socialiste et décidée à saisir toute occasion de montrer la nécessité de profondes réformes de structures, a des possibilités de manœuvre certaines.

En effet, Wilson aura besoin, pour gouverner, s'il se refuse à une politique de routine, d'un programme à long terme, élaboré de façon pragmatique, au fur et à mesure des obstacles rencontrés. Le nouveau Premier ministre sera alors logiquement amené à dialoguer avec les forces du parti qui auront et défendront des positions sérieuses et constructives.

Les hommes capables de démontrer avec force qu'une véritable planification exige des bouleversements profonds dans l'économie et que le contrôle de tous les centres de décisions par les travailleurs est la porte ouverte sur la démocratie socialiste, ne pèseront-ils pas lourd dans la balance ? N'est-ce pas aussi l'occasion offerte aux neutralistes de prouver que le désengagement de la Grande-Bretagne se confond avec son indépendance économique vis-à-vis des U.S.A. ?

Nous retrouvons là les problèmes du continent et ceux d'une alternative socialiste dans cette Europe où la Grande-Bretagne a sa place. Au cours des années à venir, la lutte à mener par le Mouvement ouvrier européen dépasse le cadre étriqué des frontières ; celle qu'engagent aujourd'hui nos camarades travaillistes nous concerne.

**Gérard Denecker.**

### Le Congrès F.L.N.

L'abondance d'articles que nous avons reçus pour ce numéro du 1er mai nous oblige à reporter à la semaine prochaine l'analyse du congrès du F.L.N. qui vient de se tenir à Alger.

# Conflans-Sainte-Honorine : agitation aux L.T.T.

## Où en est la Lorraine ?

(*Photo Tribune*)

**En 1963, il n'était question que de prospérité, mais maintenant...**

AU début de 1963 encore, il n'était question que de prospérité.

Puis, les mineurs de fer se mirent en grève pour défendre des ouvriers que de premiers licenciements menaçaient. Puis, à la table ronde de juin, il fallut bien parler d'une crise des mines de fer que les licenciements et la grève de Trieux à l'automne devaient tragiquement confirmer. En même temps, on s'interrogeait aussi sur l'avenir de la sidérurgie elle-même, qui occupe 80.000 personnes. Un responsable syndical révélait que les patrons lorrains dirigeaient la société d'étude pour le complexe sidérurgique de Marseille. Et l'on apprenait officieusement que les mêmes patrons avaient averti le gouvernement de leur volonté de ne plus investir en Lorraine. Les dimensions de la crise, soudain, apparaissaient énormes, tragiques. Le pouvoir tentait de rassurer, annonçait l'aide de la CECA pour créer une usine d'enrichissement, et faisait effectuer par la société SODAC une enquête du genre nuage de fumée.

Où en est-on aujourd'hui ?

Le patronat n'avait pas vu sans déplaisir des informations naître des clauses se répandant à propos d'une région qui — à tous points de vue — est et doit demeurer une chasse gardée, une affaire privée. Il protestait contre une atmosphère alarmiste, oubliant que son propre silence, son optimisme délibéré ne pouvaient que susciter une réaction contraire.

Il continue d'ailleurs à filtrer les renseignements de telle façon par exemple qu'il est très difficile de porter un jugement sur l'évolution actuelle, sur ce qui peut paraître comme une amorce de reprise.

Dans les mines de fer, la situation est apparemment et provisoirement stabilisée. Depuis la fin de la grève de Trieux, aucun mineur n'est directement menacé. Mais rien n'est résolu et rien ne peut l'être. Le renouvellement des contrats à l'exportation dans l'industrie belge et sarroise se fait toujours plus difficile. même si la conjoncture est dans l'immédiat un peu moins favorable au minerai d'outre-mer. Les livraisons vers la Belgique et la Sarre ont brutalement baissé de 4 millions de tonnes en 1963, soit du sixième. Elles baisseront encore. La sidérurgie française, elle, a acheté deux millions de tonnes en moins (1/18e), surtout parce qu'elle a ralenti sa production. Mais sur ce terrain, le minerai de fer lorrain ne conservera bientôt plus qu'un avantage : la proximité. C'est-à-dire que seules demeureront compétitives les mines situées près de l'usine dont la production se déversera sinon directement dans le gueulard du haut fourneau, du moins dans l'aire de concassage et d'agglomération. Déjà, des concentrations, des regroupements d'exploitation des puits sont formés sur le plateau (vers Sainte-Marie-aux-Chênes par exemple). La couche sera désormais exploitée depuis les puits proches de l'usine de Moyeuvre.

Du coup, les mineurs, et au premier chef ceux de Trieux sont placés dans une situation déconcertante. Plus que jamais, la productivité est à l'ordre du jour. Il faut, leur dit-on, que vous fassiez un effort énorme, que grâce à votre rendement, le minerai, malgré sa faible teneur, demeure compétitif. Sinon, la mine fermera. Mais, comme de toute façon les débouchés manquent et qu'il ne peut être question d'augmenter la production, les progrès du rendement ne peuvent qu'aboutir à des licenciements...

Ce malaise latent, sous une apparence de reprise, s'étend à toute la sidérurgie dans la mesure même où il est difficile de juger la conjoncture actuelle, et en particulier si la reprise est réelle ou seulement apparente.

Durant les deux derniers mois, la production a légèrement augmenté, du moins dans certaines mines, sans que l'on se rende bien compte si ce mouvement partiel et peu cohérent est l'amorce de quelque chose de plus ample. Pour certains produits, les carnets de commandes qui étaient au plus bas se gonflent de nouveau. Mais cela même ne suffit pas pour justifier l'optimisme. En effet, durant la période précédente, les négociants en fer ont fort peu acheté et ont laissé leurs stocks s'épuiser. Il faut aujourd'hui qu'ils les renouvellent au moins en partie ; les perspectives de hausse des prix (le gouvernement continue à refuser cette hausse qui risque de faire sauter tout le plan de stabilisation, mais la pression patronale continue elle aussi, ne serait-ce que pour provoquer ce réflexe d'achat) les incitent à être moins prudents que précédemment. Elle suffit, semble-t-il, à expliquer le mouvement actuel. Ajoutons que le patronat, lançant un emprunt, avait intérêt à présenter à l'épargnant une industrie en situation meilleure.

Il est donc permis de se demander s'il ne s'est pas délibérément livré à un bluff à la reprise, ou plutôt s'il n'a pas exigé les signes de celle-ci, espérant d'ailleurs que cet élan artificiel, ce démarrage dans le vide aurait par lui-même des effets psychologiques heureux et hâterait la vraie reprise. Il se peut aussi qu'il facilite les négociations avec le pouvoir. Cassant à l'automne, et ayant tiré de cette attitude une première série d'avantages, le patronat de la sidérurgie poursuit la discussion sur un autre ton : à ce niveau, encourager la reprise, c'est donc un gage de bonne volonté...

Quoi qu'il en soit, les ouvriers, les techniciens, les militants ne voient pas très clair et demeurent inquiets. D'autant plus que, même confirmée, la reprise ne résout pas les problèmes d'avenir. Elle servira psychologiquement à les camoufler.

L'inquiétude demeure dans les mines de fer, nous l'avons vu. Dans la sidérurgie même, l'amorce de la création par de Wendel et Sidelor réunis d'une nouvelle aciérie et d'un certain nombre d'annexes à Gendrange aux bords de la Moselle a été présenté par la presse locale comme de nature à rassurer la population.

Il est exact que la réalisation de Gendrange permettrait à la Lorraine de rester en position concurrentielle vis-à-vis des nouveaux complexes côtiers de Dunkerque et de Marseille. Mais Gendrange, usine moderne au bord de la vallée de l'Orne, sera moins une création qu'une relève, celle de toutes les usines du département, vétustes, dépassées, de cette même vallée. Il n'est pas encore possible de dire si cette usine moderne remplaçant de vieilles unités amènera la création d'emplois nouveaux ou de simples déplacements d'emplois. Il semble bien que les emplois nouveaux seront rares.

Dans ces conditions, un triple problème demeure.

Le déplacement s'emploie à produire du plateau lorrain vers la vallée de la Moselle. Or, le plateau et la haute vallée de l'Orne sont déjà menacés par la fermeture des mines de fer. Par ailleurs, la question se pose de savoir si dans cette course à la rentabilité entre les usines côtières et celles que la Lorraine peut installer au bord de la Moselle, celle du bassin de Longwy inclus dans les terres ne verront pas leur déclin s'accélérer. Ainsi, l'axe de gravité de la sidérurgie semble basculer tout entier vers la vallée et le département de la Moselle. Le nord de la Meurthe-et-Moselle, de Briey à Longwy, serait dès lors dans une situation économique tragique, isolé, sans communications, sans qu'un effort suffisant en matière d'enseignement technique ait préparé l'avenir, bref, acculé à une reconversion massive dans les pires conditions.

Bien entendu, une partie des travailleurs se déplaceront avec les usines. Mais cette concentration accentuée en Moselle multipliera les problèmes sociaux, les problèmes de logement, d'équipement des villes, d'enseignement.

L'implantation d'industries nouvelles est donc plus que jamais nécessaire, soit pour répondre aux problèmes d'emplois, soit pour aider la reconversion du plateau et des hautes vallées, soit combattre en Moselle la tendance mono-industrielle.

L'effort à faire est considérable, d'autant plus considérable que des années ont été perdues qui auraient dû être utilisées à transformer la Lorraine en une véritable région industrielle, c'est-à-dire en une région à activités multiples.

**Etienne Maubert.**

DEPUIS plus d'une semaine, des pourparlers sont engagés entre les représentants du personnel et la direction des usines L.T.T. (Lignes Télégraphiques et Téléphoniques) à Conflans-Ste-Honorine, pour une revalorisation des salaires et la reconversion pure et simple de la prime d'assiduité instituée en février, en une augmentation générale.

La position de la direction est catégorique : « Pas d'augmentation de salaire, le plan de stabilisation gouvernemental nous l'impose. Question à voir en septembre. »

Face à ce refus, les deux organisations syndicales en présence, la C.F.T.C. et la C.G.T., ont appelé le personnel à cesser le travail pendant une heure, mardi et mercredi, et à assister à une réunion d'information dans la cour de l'usine. Mardi, le mouvement était suivi par 600 à 700 personnes. Mercredi, il y en avait 1.000. Le crescendo était encourageant. Il fallait continuer. A l'initiative de la C.F.T.C., un défilé à l'extérieur pour vendredi 16 h. était minutieusement préparé dans le secret. C'est finalement un cortège de 1.500 salariés qui a défilé pendant une heure à travers les artères principales de Conflans avec banderoles, pancartes et en scandant : « Pompidou, des sous », « 0 F 35 de l'heure pour les ouvriers, 70 F pour les mensuels », « L.T.T. peut payer », etc. La réussite a été complète.

Rapidement prévenue par..., la police a aimablement réglé la circulation dans les carrefours, avec le sourire même, ce qui mérite, en pareil cas, d'être signalé.

Jamais, depuis 1936, les Conflanais n'avaient vu un événement de cette envergure. La presse locale, la presse parisienne et la radio étaient prévenues et un certain nombre de reporters présents donnaient à cette manifestation un caractère de publicité recherché par les organisations syndicales. La direction en a une sainte horreur... et pour cause.

### Les salaires les plus bas...

Les L.T.T. sont en plein essor. Les annonces d'embauche sont continuellement passées dans la presse « grand public » et locale. Les difficultés de recrutement de main-d'œuvre non spécialisée (O.S.) sont de plus en plus importantes à cause des salaires offerts. Ils sont les plus bas de la région. Quant aux salaires des techniciens de laboratoire, il suffit de comparer le salaire mensuel moyen pour 40 heures d'un A.T.1 aux L.T.T. pour trouver 150 F de différence avec le salaire d'un A.T.1 employé à la S.N.R.I. entre autres (usine à 12 km. de Conflans).

A ce sujet, parallèlement et dans l'ensemble du mouvement revendicatif, les agents techniques du principal laboratoire d'études ont cessé le travail pendant 1 h. 30 le jeudi 23 et le vendredi 24. Ils réclament la classification d'agent technique électronicien, d'où une revalorisation de la profession et des salaires. Le taux de participation à ces deux débrayages a été de 95 %, chiffre jamais atteint de mémoire d'homme.

Il semble que les patrons des L.T.T. soient un peu trop aveuglés par les facilités que leur procure le régime actuel. Avides de bénéfices toujours plus grands, ils n'ont même plus la tactique astucieuse des années précédentes pour endormir la classe ouvrière : 2 % vers le mois de février, une autre augmentation du même ordre à la rentrée lorsque l'atmosphère le nécessitait.

En conclusion, l'unité d'action réalisée par les sections syndicales C.F.T.C. et C.G.T. des L.T.T. doit déboucher sur une solution bénéfique. Tout comme le déclarait un délégué syndical : « La force de frappe nous coûte cher. Le pouvoir ne veut pas désarmer... alors, nous aussi ne désarmons pas dans notre combat. »

# PROCÈS GABIN : *le brave acteur et les méchants paysans*

VOILA, c'est presque terminé ! C'est à un magnifique coup de cinéma qu'ont assisté à Alençon ceux qui avaient pu pénétrer en montrant patte blanche dans la salle du Tribunal où étaient jugés le lundi 20 avril 12 exploitants agricoles responsables d'une manifestation anticumuls. Mais reprenons les faits :

Le 28 juillet 1962, notre brave Gabin est réveillé en sursaut par plusieurs centaines de paysans pas contents du tout qu'il soit propriétaire-exploitant de 265 hectares de terres réparties sur plusieurs communes et même sur plusieurs départements. Alors ils ont décidé de venir lui demander d'en louer 65 hectares formant deux exploitations différentes. Pourquoi cette brutale prise de conscience (ou d'inconscience selon d'autres !) ? A cette époque est soumise à la navette — et chaque fois amputée — une loi agricole très attendue par les paysans. Cette loi, il faut le noter, sortira le 8 août 1962, soit quelques jours après, donnant ainsi raison aux agriculteurs puisqu'elle leur apportera satisfaction sur plusieurs de leurs revendications. Et puis, quelques jours auparavant, une étude faite sur une commune voisine avait montré que sur un total d'environ quatorze mille hectares, près de deux mille étaient aux mains de gens vivant d'un autre métier. Sans parler des revendications alors d'actualité sur les prix agricoles. Bref, un mécontentement latent !

Mais pourquoi Gabin, demanderont les âmes sensibles ? Il ne manque pas dans la région de propriétaires pourvus de 500 et même, pas loin, de 1.800 hectares ! La réponse des manifestants : « Il fallait attirer l'attention sur un nom connu afin de frapper l'opinion et Gabin représentait un exemple parfait du cumulard de professions et du cumulard d'exploitations agricoles. »

Tout ceci a suffisamment été exposé par la presse quotidienne pour n'y pas revenir dans ces colonnes. Le procès du 20 avril aussi, mais quelles impressions en a retiré le P.S.U. de service, voilà ce qui n'a pas encore été dit :

Rien à dire sur l'interrogatoire par le juge des inculpés. Le seul point de désaccord réside dans le fait que ceux-ci ne savent pas qui a bien pu couper les fils du téléphone de Gabin, peut-être pour ne pas que les gendarmes viennent se mêler aux manifestants. Les inculpés insistent tous sur le côté pacifique de leur expédition et signalent qu'ils n'en voulaient aucunement au droit de propriété. Car le voilà bien le vrai épouvantail, vous qu'il a pleuré le pauvre de ne point de sentir aimé par ses voisins ? C'est un tendre, ce bonhomme sous ses aspects de « dur » de cinéma. Et puis ce petit matelot a fait partie de la 2e D.B. qui a libéré la Normandie et il est truffé de décorations. Même la Légion d'honneur. C'est un gros travailleur et il a économisé sou

(Photo A.D.P.)

**Gabin : d'accord avec les revendications des agriculteurs et, du coup, il n'y a plus de malaise agricole.**

aussi vous pensez bien qu'on n'abordera guère la question du côté des témoins. Le président y veillera consciencieusement en se tenant à l'étude de l'inculpation pour violation de domicile. La porte était-elle fermée ou ouverte? Voilà ce qui est important et bien plus que 700 manifestants s'en prenant au cumul de terres. Et alors un frissonnement dans les rangs des honorables dames d'Alençon venues se distraire et voir Gabin et écouter Floriot, voilà que Floriot a des précisions à apporter au tribunal. Et il les apporte ! Gabin, mesdames, savez-après sou et million après million pour acheter ces terres dont il va faire cadeau à son beau-fils. Dans la salle, des dames retiennent leurs larmes et regardent ce brave pantouflard-héros de guerre et de cinéma, qui ne fréquente pas les réunions parisiennes et dont la vie familiale est un exemple au milieu des orgies de Paris. Et moi, comme les autres, je regarde avec attendrissement ce solide bonhomme et grand acteur.

Et j'entends à peine Floriot annoncer que d'ailleurs Gabin va faire une déclaration pour montrer qu'il n'en veut pas aux méchants paysans. Et le bonhomme placide se lève et marche comme au cinéma et va dire au juge qu'il retire sa plainte, car au fond maintenant il a compris qu'on ne lui en voulait pas à lui et que les manifestants avaient été plus maladroits que répréhensibles. Il enlève sa peau de Gabin et redevient M. Montcorgé pour dire qu'il est d'accord avec les revendications des agriculteurs — avec certaines tout au moins — et qu'il ne veut pas gêner les pourparlers en cours entre eux et le gouvernement. C'est magistral ! Zitrone est soudain ému, Pottecher enlève ses lunettes, tout le monde s'agite et court vers les téléphones pour avertir les directeurs des salles de rédaction. Pour eux, le procès est terminé ! La vedette est morte ! Il n'y a plus de cumul, plus de malaise agricole !

Mais comme il lui faut bien parler, le procureur se lève. Comme par chance Floriot a parlé avant lui, il lui « pique » certaines expressions et il en rajoute quelques autres qui vont faire « rigoler » un peu les « Parisiens ». « L'action de la Justice n'est pas éteinte malgré le « pardon miséricordieux » de Gabin » ; « si tout le monde se met à manifester ainsi, la société va à l'anarchie ! » Un monstre noir passe sur les têtes à cette sombre évocation ; et puis (dit-il, ce procureur pas content que ça se termine ainsi) « chez soi, on est le maître ; Gabin chez lui était le maître après Dieu (*sic*) », « Mais, comme il ne faut pas être plus royaliste que le roi, il faut une peine de prison avec sursis et une amende. » Il se rassied et ce n'est pas dommage, comme on dirait chez moi.

Les avocats se déchaînent alors après qu'on a pu entendre Debatisse, Nove-Jausserand, Labonde, Maignan, c'est-à-dire ceux qui voulaient placer le débat sur le fond et non sur une porte ouverte ou fermée. Me Levavasseur démolit quand même le délit de violation de domicile en disant que cette porte était ouverte. Et puis Me Sarda, c'est la bagarre sur le fond. Il dépeint la misère de nombreux exploitants agricoles, le retard de l'agriculture, le désarroi des jeunes qui veulent s'installer et ne trouvent pas de terres à louer. A ceux-là, il ne restera bientôt que le choix entre deux solutions : devenir salariés chez des cumulards ou des dirigeants de grosses entreprises agricoles ou bien partir comme manœuvres-balai dans des usines ! Et cela, on leur demanderait de le tolérer ! C'est impossible, déclare Me Sarda, et la preuve qu'ils ont raison de manifester, c'est qu'en août 1962 et en 1963 on a fait droit à certaines de leurs revendications. Et il termine sur une phrase très juste : « Les manifestants jugés aujourd'hui ont affirmé qu'ils ne s'en prenaient pas au droit de propriété, mais qu'ils voulaient le droit d'exploiter. Si vous n'écoutez pas leur voix, leurs enfants risquent demain d'aller jusqu'à la remise en cause de cette fameuse propriété. »

Un autre avocat, celui de la F.N.S.E.A. déclare « qu'on a brillamment escamoté le débat et que le coup de cinéma risque de laisser planer dans l'opinon un voile sur les mobiles qui animaient les manifestants inculpés ». *Et l'on remet le jugement au 29 avril. C'est terminé.*

Il est pratiquement acquis que ce tribunal prononcera un condamnation légère. Je serais très étonné par un verdict d'acquittement. **Mais tout** ceci, malgré tout, aura eu le mérite de poser certaines questions sur la politique agricole et sur la finalité à envisager. Dans quelques années, des milliers de petites et moyennes exploitations auront disparu. Des dizaines de milliers d'hommes seront déclassés. La masse paysanne commence à déboucher sur des options politiques grâce à l'action des jeunes agriculteurs. Même dans l'Ouest réputé conservateur, des mots comme coopération, contrôle des marchés, agriculture de groupe commencent à prendre un sens. Il se pourrait bien que bientôt d'autres idées leur viennent à ces jeunes agriculteurs ; comme, par exemple, celle qu'il est absurde de racheter la terre à chaque génération et que la municipalisation du sol pourrait bien présenter certains avantages. Il ne faut toutefois pas être optimiste. Il y avait encore dans le département de l'Orne, la moitié d'exploitants agricoles à désavouer l'opération Gabin et d'ailleurs le meeting prévu à Alençon n'avait attiré que 2.000 personnes. Et puis, aussi, une petite réflexion : beaucoup ont pensé qu'effectivement une manifestation contre les cumuls réalisés par Boussac ou autres propriétaires de terres et haras dans le département aurait été plus sensible à l'opinion publique. Peut-même, dans un autre département, chez le ministre des Finances qui stabilise davantage les salaires que la superficie de ses propriétés !

Et encore, sur le plan local, si la sincérité des manifestants n'était généralement pas mise en doute, il s'en trouverait pour dire que certains n'avaient pas déclaré exactement leur superficie exploitée. C'est ainsi qu'un inculpé possède depuis peu une exploitation d'environ 30 hectares qui s'ajoute aux terres exploitées en fermage. Mais il aurait oublié d'en faire état dans le journal édité par la Fédération des exploitants. Ceci bien entendu pour la petite histoire. Mais n'est-il pas vrai que les grandes causes connaissent parfois quelques points faibles ?

**Guy COUDERC.**

# ÉMOTION CHEZ LES AGRICULTEURS DES HAUTES-PYRÉNÉES

Le 8 avril 1964 des instructions télégraphiques du ministre de l'Agriculture demandaient au préfet des Hautes-Pyrénées de prendre des mesures en rapport avec des cas de peste africaine et de peste classique constatés dans la région.

Dès le lendemain 9 avril un arrêté était pris interdisant les foires et marchés et tous rassemblements de porcins ainsi que la sortie de ces derniers hors du département.

M. Desconets, conseiller général du canton de Trie-sur-Baïse et maire de cette dernière localité, premier marché français des porcelets, a adressé une lettre à tous les parlementaires du département.

Dans cette dernière, il évoque les agissements de certains grossistes en porcs qui pourraient d'après lui être à l'origine de l'affaire, soucieux qu'ils seraient de rattraper certaines pertes financières causées par des variations de cours.

M. Desconets les accuse « d'inventer » la peste porcine afin de percevoir l'indemnité d'abattage et couvrir des pertes importantes en fonction du nombre élevé de porcelets achetés. Il affirme « que cette prétendue peste porcine est exploitée sur une grande échelle afin de déprécier les prix des porcelets : il demande à connaitre l'origine des rapports et des coups de téléphone dénonçant la peste à M. le le ministre de l'Agriculture.

Le conseiller général de Trie-sur-Baïse, honnête vétérinaire, va jusqu'à écrire : « Je me méfie un peu des services techniques parce qu'ils peuvent décréter la présence de la peste afin de provoquer des vaccinations obligatoires capables d'augmenter le chiffre d'affaires des laboratoires. » On fausse volontairement la situation sanitaire afin d'échafauder des combinaisons financières. Les services ministériels ont l'air de réagir par la réglementation draconienne afin d'impressionner les éleveurs, les obliger à baisser les prix, ce qui constitue une nouvelle formule de baisse des prix agricoles... »

L'émotion est grande chez les cultivateurs dont beaucoup tirent de l'élevage des porcelets l'essentiel de leurs revenus. La Caisse de Crédit agricole de Trie-sur-Baïse a vu fondre ses disponibilités car les éleveurs de porcelets de la région ne peuvent plus couvrir les annuités de remboursement. La colère gronde et le 17 avril une réunion importante d'agriculteurs a eu lieu à Trie-sur-Baïse. C'est au cours de cette dernière qu'à été décidé l'envoi de la lettre à tous les parlementaires du département.

La Fédération du P.S.U. a dans cette affaire une excellente occasion de montrer la malfaisance des intermédiaires et la nécessité pour les agriculteurs de s'organiser en système coopératif d'inspiration socialiste. Il est inutile de fixer des « justes prix » pour les producteurs si par des manœuvres frauduleuses les intermédiaires peuvent créer le désordre par l'affolement ou de toute autre manière.

Jeunes agriculteurs du C.D.J.A, à vous la parole... et les actes.


**BULLETIN D'ADHESION**

**Nom** .....
**Prénom** .....
**Adresse** .....
.....
.....

**déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.**

(*Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris* (15e).

## Cinéma

# " PANIQUE ANNÉE ZÉRO "

**de Ray Milland**

**Ray Milland sacrifiant à la loi de la jungle**

*« LE monde est petit... » dit un personnage de « Panique année zéro » en braquant un revolver sur l'estomac de Ray Milland au détour d'un sentier de montagne. Il est également bâti sur des valeurs fragiles ; prêt à retourner à la vieille loi de la jungle au moindre cataclysme. C'est ce qu'a voulu démontrer Ray Milland dans ce film d'anticipation où il joue aussi le rôle d'un père de famille américain soucieux de sauvegarder la vie des siens après l'éclatement d'un conflit atomique.*

*L'homme au revolver (Richard Garland) et Harry Baldwin (Ray Milland) ne sont pas des aventuriers. Ils étaient, avant le désastre, des citoyens calmes, rangés, probablement serviables, et de toute façon respectueux de la propriété d'autrui. C'est en s'efforçant de ne concéder que le strict minimum à la sauvagerie ambiante qu'ils essayeront de subsister comme leurs ancêtres de l'époque des cavernes. Chacun pour soi et donnant-donnant. L'un s'en tirera mal, l'autre à moindres frais, mais avec tout de même deux meurtres sur la conscience et la perspective peu réjouissante de devoir tout recommencer « à zéro ».*

*Sur des bases plus stables que la fluctuante loi de l'offre et de la demande ? C'est ce que le film ne dit pas. Malgré cette lacune, l'œuvre de Ray Milland a le mérite de remettre en question un certain nombre de postulats faussement rassurants. Elle est également efficacement mise en scène et interprétée avec la sobriété qui s'impose. Elle captive tout en incitant à la réflexion. C'est un résultat largement positif.*

**Jean-Jacques Vernon.**

**STUDIO 43** 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 29 avril au 5 mai

**A BOUT DE SOUFFLE**

Avec J.-P. BELMONDO

AU MEME PROGRAMME :

**LA VALLÉE DE LA POUDRE**

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 29 avril au 5 mai

**LA BELLE VIE**

de Robert Enrico

## Télévision

# MARTEN + MISTRAL = ZÉRO

*UN mauvais jeu de mots présida à la conception d'une émission de variétés qui, samedi dernier, ne nous fit même pas sourire : « Marten en tête », réalisée par André Pergament et consacrée à la vie et à la carrière de Félix Marten.*

*Les personnages sont nombreux au théâtre, au cinéma, dans le music-hall et même à la télévision, qui méritent qu'on leur consacre 55 minutes d'antenne à une heure de grande écoute, comme c'est le cas pour la soirée du samedi. Mais il faut croire que les responsables de certaines émissions ne consentent à s'exprimer que dans le banal, le médiocre. Félix Marten est, nous dit-on, un charmant garçon. Bien élevé, serviable et galant avec les dames. Il chante aussi, et parfois, joue la comédie. Cela est-il de nature à remplir les vœux des téléspectateurs et des directeurs de programmes ? Je veux encore en douter car, dans le cas contraire, ce serait plus navrant que jamais. Et si nous nous sommes, à contrecœur, fait une raison provisoire sur l'orientation de la télévision dans le domaine des informations et de la grande actualité, nous conservions le secret espoir que sur un plan moins contrôlé tel celui des variétés, une certaine liberté de bon goût et de talent pouvait encore parvenir à s'exprimer. Que nenni. C'est du Marten assaisonné à la sauce Campion, saupoudré de ballets inconnus et minables que l'on nous sert à haute dose. Et lorsque l'on se dit que cela ne suffit pas à notre bonheur, on diffuse alors une pauvre petite chose baptisée dramatique, réalisée il y a trois ans par un monsieur exilé depuis au Journal télévisé, ce qui serait à tout le moins une indication sur ses talents de metteur en scène.*

*Exaltante soirée de samedi qui pose d'une façon de plus en plus angoissante le problème des responsabilités et des compétences, celui du copinage et des pressions extérieures, celui des moyens (délirants ou dérisoires), celui de la liberté de conception, celui du choix.*

*Et comme pour ajouter aux décombres du samedi, il y a eu l'escroquerie morale du dimanche. Car il ne s'agit pas d'autre chose, n'est-ce pas, lorsque sous prétexte de reportage et de prouesses techniques, la télévision se fait, cinq fois dans la même après-midi, la propagandiste échevelée, fidèle et tenace d'une marque. Peu importe qu'au lieu de nous vanter les Bas Z, l'apéritif Y et les pâtes W, l'émission d'Alexandre Tarta « Le Mistral », nous ait chanté les louanges d'une société nationalisée et d'une autre privée, en l'occurrence la S.N.C.F. et la Compagnie Internationale des Wagons-Lits. La formule ressort du même principe : elle est inadmissible.*

*En vérité, que voulait-on prouver ? Sur le plan technique, l'expérience fut désastreuse. Images brouillées, son coupé, manque de coordination entre les diverses caméras, indigence du commentaire de Sabbagh, monotonie dans la prise de vue, immobilité des caméras, non utilisation d'éléments mobiles, tel fut le bilan de cette « prouesse ».*

*Il y a une grande part d'inconscience dans le procédé qui consiste à vouloir systématiquement et à tout prix faire prendre des vessies pour des lanternes aux téléspectateurs qui sont, n'en déplaise à d'aucuns, doués d'un solide bon sens. Ce même bon sens qui leur fait se demander si le but réel et non avoué de cette opération publicitaire de grande envergure ne consistait pas pour la S.N.C.F. à contrebalancer la diffusion faite par la R.T.F. aux lignes intérieures d'Air France, pudiquement baptisées Air Inter.*

*Une question pour terminer : combien a coûté la réalisation de cette émission sur le Mistral et quelle a été la participation financière de la S.N.C.F. dans cette opération ?*

**Claude Barret.**

## Variétés

# BRASSENS EN BANLIEUE

*C'EST une riche idée que viennent d'avoir Michèle Arnaud, Brel et Brassens. Une idée qui va enfin remuer le petit monde du music-hall traditionnel. Ce trio célèbre a décidé de reprendre l'aventure du T.N.P. en allant chercher le public à la source, chez lui, c'est-à-dire pour cette saison dans les grands ensembles de la banlieue parisienne. Tour à tour se produiront, pour une unique soirée, Brel, Philippe Clay ou Bécaud. Ça n'est pas un One Man Show car, autre originalité de cette entreprise, on nous offre en première partie un éventail de jeunes talents qui, Dieu merci ! sont choisis avec goût et sûreté et ne déparent pas la vedette. L'autre soir, à Maisons-Alfort, sous le chapiteau de Jean Danet qui entre parenthèses présente de remarquables spectacles classiques de Music-hall de France, avait amené une grande vedette, Georges Brassens. Brassens sous un chapiteau, en banlieue, et pour un prix modique, cela devait fatalement attirer du monde. Ce fut une ruée, un public neuf, très différent de ce que l'on a l'habitude de voir à l'Olympia, bien sur, mais un public en or, c'était réconfortant de voir enfin les gens applaudir la qualité, vous me direz que le Père Brassens en a l'habitude, il n'empêche que les réactions de la salle, fraîches et joyeuses, lui ont semblé sympathiques, il en avait le sourire notre pseudo ours, plus grand poète que jamais.*

*Deux chansons, sinon nouvelles, du moins inédites, coloraient d'originalité un tour bien rodé et où les vieilles chansons furent demandées et redemandées. En première partie, un très bons programme, j'insiste encore, car cela est rare de voir une bonne soirée de music-hall sans passage à vide. De Roger Riffard à Marino, en passant par Richard et Lanoux, et bien sûr, Michèle Arnaud, adorable, et chantant Ferré comme on l'entend rarement, ah ! merveille d'une bonne chanson servie par une grande dame, ce fut une soirée à vous consoler des yé yé déjà gâteux et du mercantilisme des petits copains de Filipacchi. La bonne chanson en avait pris un sérieux coup depuis quelque temps, submergée et noyée sous les flots d'une musique alimentaire qui faisait les beaux soirs de l'Olympia. Le Music-hall de France entend montrer que le public populaire n'est pas insensible à la qualité. Souhaitons-lui longue vie.*

**Michel Joch.**

## Musique

# UN GRAND ENREGISTREMENT

*C'EST un grand enregistrement et aussi une première. La firme Philips nous propose : « La passion selon saint Marc » de Telemann. Qui est Telemann ? Un musicien de l'époque baroque et dont j'ai déjà eu l'occasion de parler. L'industrie du disque semble vouloir tenter avec lui une opération de mise en vedette qui a déjà réussi avec Vivaldi, c'est à juste raison. M. Claude Rostand le qualifie d'artisan et ce terme semble légèrement péjoratif d'une part et impropre d'autre part. En effet Telemann laisse le plus gros catalogue qui soit connu, plus de six mille titres, il s'agirait plutôt d'un industriel. Il faut reconnaître que personne ne pourrait laisser à la postérité une œuvre aussi immense sans qu'il y ait un déchet considérable. Ceci admis il faut savoir que Telemann a été un novateur toujours tourné vers le progrès et qu'il fut de son temps, il a dans une mesure certaine effectué la synthèse des tendances de son époque. Il y a là un grand mérite ; quand il n'en aurait pas d'autres, et ce n'est pas le cas, la présente partition nous le prouve.*

*L'enregistrement qui nous est proposé se distingue non seulement par un bon pressage avec bruit de surface insignifiant et une interprétation de valeur, ce qui est normal en 1964, mais aussi par une grande prestation de tous les interprètes, une légère réserve en ce qui concerne le ténor Théo Altmeyer, mais en se situant sur le plan très élevé qui est celui des autres interprètes. Kurt Redel en est non seulement le chef inspiré, mais aussi le réalisateur. Il a, en effet, reconstitué le tout à partir des parties chantées. C'est un travail de musicologue, et bien fait.*

*Un coffret de deux disques avec une reproduction du « Golgotha » de Tiepolo et un album bien détaillé. (Philips mono et stéréo).*

**Pierre Bourgeois.**

**Ne parlez pas "franglais" ! Parlez français**

grâce au

# LITTRÉ

la seule édition intégrale et conforme du célèbre

DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

(Edition Gallimard Hachette)

**L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS !**

*"Une extraordinaire réussite, ce Littré".*
**JEAN PAULHAN**
de l'Académie Française

*"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".*
**MAURICE GARÇON**
de l'Académie Française

*"Un cadeau royal et précieux".*
**FRANÇOIS MAURIAC**
de l'Académie Française

*"Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où déborde le mot cherché, la reliure, tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".*
**MARCEL JOUHANDEAU**

*"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".*
**RAYMOND QUENEAU**
de l'Académie Goncourt

*" Ce monument national "* comme disait Pasteur, ce *" trésor de notre langue "* (Le Figaro), cette *"bible de l'homme cultivé"* (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée.
La nouvelle édition, la seule, *la vraie !* - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Education Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

**Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :**

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 *sans augmentation de prix).* Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courrez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

**BON** à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII[e])
(Valable seulement pour la France Métropolitaine)
*Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je règlerai*
(cocher la case figurant devant la formule choisie)
☐ *comptant à réception des volumes : 406 Fr.*
☐ *en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35*
☐ *en 10 versements mensuels de : 45 Fr.*
*Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.*

*Nom.....Profession .....*
*Adresse..... Signature*
*N° C.C.P. ou bancaire.....*
T.S. 4

TRIBUNE
SOCIALISTE
PSU

# Le 1er Mai son passé - son avenir

*Les historiens, et plus particulièrement Maurice Dommanget, dans son ouvrage passionnant sur l' « Histoire du 1er mai » paru à la Société Universitaire d'Editions et de Librairie (Sudel, 134, rue d'Assas, Paris-6e), fait remonter au 1er mai 1886 la date où, pour la première fois, les revendications ouvrières américaines posèrent comme règle : ou la journée de huit heures ou l'arrêt de travail.*

*Nous étions à Chicago en 1886.*

*Bien des 1er mai ont eu lieu depuis, et l'histoire du mouvement ouvrier international s'y trouve intimement lié. On peut citer le 1er mai 1893 où fut arrêté le député Baudin, mais ce furent en 1905 et 1906 que la C.G.T. naissante reprit à son compte la revendication des huit heures, appuyée en 1905 par le parti socialiste de Jaurès pour, le 1er mai 1906, déboucher sur les graves incidents qui firent 800 arrestations et de très nombreux blessés. On luttait alors pour le repos hebdomadaire. Et les ouvriers travaillaient onze, douze et treize heures par jour ! Après 1906, le prolétariat connut d'autres 1er mai, liés à son évolution et à son action, mais jamais sans doute aussi lourds de conséquences que celui-là*

*Nous sommes en 1964.*

*Maurice Dommanget a écrit les meilleures pages que nous connaissions sur les aspects, le passé et l'avenir du 1er mai. Il a bien voulu nous autoriser à en citer quelques-unes et nous l'en remercions sincèrement.*

« NOUS assistons aujourd'hui à ce paradoxe que le 1er mai, après avoir fédéré les faiblesses ouvrières pour en faire une force inquiétante par sa puissance éventuelle, fédère maintenant des forces ouvrières enfin parvenues à une incontestable puissance économique et politique pour en faire éclater au grand jour les faiblesses.

Pratiquement reconnu légal ou non, le 1er mai, dans les plus grands pays, tend à devenir une fête banale. Le 1er mai a perdu son caractère originel. Il est devenu la journée de fraternité de classes au lieu d'une journée de lutte de classes. Et quand il conserve théoriquement ce dernier caractère, il est assorti le plus souvent de mascarades et de défilés militaires ou paramilitaires qui l'annulent pratiquement.

Sur une bonne partie, sur la partie la plus évoluée de la surface du globe, la journée de huit heures a été obtenue. Et cela, sans que le machinisme soit devenu propriété collective, sans que le capitalisme ait cédé la place au socialisme. Ainsi, cette formule des « trois huit », jetée à la société bourgeoise comme un défi, cette société l'a relevée.

Bien mieux, grâce aux systèmes de rationalisation de la production, le patronat industriel est parvenu à exploiter d'une façon beaucoup plus intensive le travailleur sans allonger la présence à l'usine et même en l'abrégeant.

La journée de huit heures n'a donc plus la portée révolutionnaire que lui attribuaient les leaders du mouvement ouvrier.

## Le 1er Mai international

En tout cas, il n'est pas niable que l'objectif principal assigné au 1er mai durant de longues années ayant été atteint dans beaucoup de pays, la journée ouvrière en a subi un contrecoup sérieux.

Car il y a au fond de cette grande aventure humaine, quand on y réfléchit bien, tous les idéaux du socialisme, ce qui représente une marge infinie.

Chacune des journées du 1er mai a sa physionomie, son comportement particulier. Elle porte avec les couleurs générales du socialisme les couleurs du temps et du lieu. Elle s'insère dans le cadre de l'action ouvrière dont elle constitue une répercussion passionnelle et, selon les circonstances, elle met l'accent sur une grande revendication, une grande conquête, un grand danger. A cet égard, le 1er mai est comme un fidèle miroir où se reflète — et où se déforme aussi, hélas ! — la question socialiste. Il révèle par son intensité ou son fléchissement beaucoup mieux que les décisions de congrès, les articles de journaux ou les votes d'assemblées générales la température toujours changeante du prolétariat.

A relire ce passionnant récit, à voir défiler les scènes de ce film impressionnant, on mesure combien l'épopée du 1er mai tient sa place dans l'histoire sociale et dans l'évolution du mouvement ouvrier.

Le premier 1er mai, en 1886, aux Etats-Unis, n'est que national, mais il est déjà l'aboutissant d'utopies, d'expériences et de combats à l'échelle internationale, puisqu'il porte très forte l'empreinte des efforts poursuivis aux antipodes : en Angleterre et en Australie. Il débute sous le signe des huit heures et de l'action directe purement ouvrière et reçoit le baptême du sang à Chicago, pour se solder par un appréciable résultat dans la limitation des heures de travail.

## Les 1er Mai révolutionnaires

D'Amérique, nous passons en France en 1889, où, selon un mot plaisant, le 1er mai a lieu en février. Cette manifestation dirigée vers un objectif légal, par pression sur les pouvoirs publics, annonce par son exemple l'avènement du 1er mai international, ce grand fait, ce fait décisif; point de convergence de lignes de forces venues des pays déjà cités auxquels il faut adjoindre la Belgique et la Suède, en tout premier lieu. Ces lignes de forces aboutissent à la célèbre résolution du Congrès international de Paris le 21 juillet 1889.

Le 1er mai 1890 inaugure la longue suite des 1er mai simultanés, synchronisés, imprégnés d'esprit socialiste et dirigés par l'Internationale ouvrière dans tous les pays du monde. La conquête des huit heures sur le plan parlementaire d'abord presque exclusivement, puis le maintien de la paix entre les peuples avec cette réforme en constituent l'objectif principal. Dès lors, chaque année et avec un ensemble remarquable, les travailleurs en nombre, fidèles à l'appel de leurs organisations de classe, se libèrent un jour entier des servitudes capitalistes, et se mettent plus ou moins à rêver à l'avenir que leur volonté libérera. La Fête du Travail, pressentie par tant de penseurs, amorcée en Australie dès le 21 avril 1857, puis en Amérique dès le 5 septembre 1882 par les travailleurs eux-mêmes, se greffe plus ou moins sur la journée revendicative.

Le 1er mai 1891, c'est un nouveau baptême du sang, en France, à Fourmies. Le retentissement en est considérable et l'Eglise prend publiquement position sur la question sociale. De 1892 à 1905, série noire : la manifestation du 1er mai connaît l'insuccès, provoquant une telle crise de désaffection que des militants mettent en cause le principe de la journée.

La courbe de la démonstration, après une préparation ardente et méthodique de la C.G.T., remonte brusquement en France l'année 1906, secouant la bourgeoisie de ce pays d'une terreur panique, donnant au mouvement direct pour les huit heures, renouvelé d'Amérique, une amplitude jamais atteinte sur le sol natal des Varlin et des Pelloutier.

Mais les années suivantes, malgré ses efforts, la C.G.T. ne peut rééditer ce 1er mai d'envergure. L'atmosphère n'y est plus. Enseignement précieux. Il nous apprend qu'on ne crée pas à volonté une psychologie de lutte prolétarienne et que, à plus forte raison, tous les artifices sont vains sur le plan de la guerre sociale.

Jusqu'à la guerre de 1914-1918, les 1er mai se traînent avec des hauts et des bas, surtout des bas.

Quand le gouvernement laisse librement se dérouler son rythme, le 1er mai s'écoule généralement dans le calme, quel que soit d'ailleurs l'esprit de lutte des masses. Au contraire, quand la bourgeoisie apeurée appelle à la rescousse ses forces de coercition et de corruption, c'est elle qui contribue à donner à la journée son véritable caractère révolutionnaire.

## Le 1er Mai a-t-il un avenir ?

On croit mort le 1er mai et il n'est que replié sur lui-même. Et, de même, au plus fort de ses meurtrissures et ses déformations, le peuple lui garde sa vertu. Aucune tendance centrifuge ne peut remettre en question ce qui est acquis. Il laisse des assises si fortement ancrées dans la conscience populaire, il porte en lui un si haut souvenir et un espoir si tenace qu'il conserve, malgré tout, sa raison d'être. On doit donc reconnaître et affirmer fortement qu'il y a quelque chose d'irréductible et de permanent dans le 1er mai et, en ce sens, on peut dire que c'est un grand jour promis à l'avenir.

Le 1er mai donc, en dépit de ses points faibles, de sa tendance à des manifestations stériles, conventionnelles, infécondes, d'une part, à des manifestations bruyantes, spectaculaires, sectaires, d'autre part, comme à ces déformations qui, en le sclérosant, l'éloignent de son principe originel, reste une des plus nobles aventures qui aient traversé notre époque. »

**Maurice Dommanget.**